



# ANATOMIE DU PROCÈS DEVANT JUGE ET JURY

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / JUILLET 2009

VOLUME 14 / NUMÉRO 7

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

---

### Programmes d'information internationale

Coordonnateur	Jeremy Curtin
Directeur de la publication	Jonathan Margolis

---

Conception	George Clack
Rédacteur en chef	Richard Huckaby
Directeur de la rédaction	Bruce Odessey
Chef de la production	Janine Perry
Chef adjointe de la production	Chloe Ellis
Version Internet	Janine Perry

---

Révision	Kathleen Hug
Photographies	Maggie Johnson Sliker
Page de couverture	Diane Woolverton
Illustrations	Min Yao
Documentation	Anita Green
	Paula Hannaford-Agor
Traduction	Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Page de couverture: ©Jupiterimages

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*.

Ces revues examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante : <http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>.

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*  
IIP/PUBJ  
U.S. Department of State  
301 4th Street, SW  
Washington, DC 20547  
United States of America  
Courriel : [eJournalUSA@state.gov](mailto:eJournalUSA@state.gov)

# Avant-propos



© Franklin McMahon/Corbis

Dans le célèbre film *Douze hommes en colère* des années 1950, la délibération d'un jury occupe la place centrale. Henry Fonda, qui incarne le juré n° 8, résiste aux pressions des autres jurés en refusant de condamner un adolescent d'origine latino-américaine qui est accusé d'avoir tué son père. Il influence lentement les autres jurés, ceux qui font preuve de sagesse et ceux qui sont irresponsables, ceux qui sont vieux et ceux qui sont jeunes, ceux qui sont compatissants et ceux qui sont insensibles, lors d'une délibération tendue et passionnante qui se termine par un verdict de non-culpabilité.

Dans la réalité, les procès devant juge et jury ne sont pas d'habitude aussi dramatiques ou passionnants, mais ils revêtent quand même beaucoup d'intérêt à de multiples égards.

Les jurys, qui se composent en général de six ou douze citoyens, jouent un rôle essentiel : tout comme dans l'Angleterre médiévale d'où ils tirent leur origine, ils empêchent l'autorité publique, même dans un État démocratique, de poursuivre des personnes à seule fin d'oppression.

Comme l'écrit le journaliste Fred Graham dans le présent numéro de la revue électronique, « ce sont les jurés qui exercent le pouvoir impressionnant qu'a l'État de punir les citoyens ou au contraire de ne pas les punir. De ce point de vue, ils sont supérieurs à l'autorité publique, et c'est cette caractéristique qui explique la fascination qu'ils suscitent dans le monde entier. »

L'institution du procès devant juge et jury n'est pas plus parfaite que l'ensemble de l'appareil judiciaire ou même du régime démocratique lui-même. Aux États-Unis, où les citoyens cherchent toujours à créer une union plus parfaite, les juristes s'emploient à l'améliorer en encourageant la formation de jurys plus représentatifs de la population locale.

Le présent numéro porte sur tous les aspects des procès devant juge et jury vus par des jurés, des juges, un procureur, un avocat de la défense, un témoin et un journaliste. Un débat entre un professeur de droit américain et un professeur de droit hollandais rend plus explicite la question qui réapparaît tout au long de la revue : est-ce qu'un procès devant juge et jury est la meilleure façon de rendre la justice en cas de crime ? Nous examinons aussi le croisement de la culture populaire et du drame de la salle de délibération du jury au moyen de photos issus des meilleurs films judiciaires sélectionnés par l'Association des juristes américains et d'un entretien avec le producteur de la série télévisée *New York Police judiciaire*.

Un dernier fait frappant : au cours de leur vie, 29 % des Américains adultes ont exercé les fonctions de juré, et cette expérience les a sans doute rendus meilleurs citoyens.

*La rédaction*



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / JUILLET 2009/ VOLUME 14 / NUMÉRO 7  
<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

---

## Anatomie du procès devant juge et jury

### 4 Le jury de jugement aux États-Unis

FRED GRAHAM, PRÉSENTATEUR DE LA CHAÎNE TRU/TV  
L'institution du jury de jugement aux États-Unis est issue d'une pratique britannique qui visait à protéger les sujets de la Couronne contre la tyrannie du roi. Au fil des siècles, elle a évolué avec la société et a survécu, constituant aujourd'hui encore un frein au pouvoir de l'État.

### 8 Le rôle du juré

D. GRAHAM BURNETT, PROFESSEUR D'HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ PRINCETON  
Prouver la culpabilité au-delà de tout doute raisonnable peut tenir de la gageure. Sans nier le risque qu'un coupable puisse être acquitté à l'issue d'un procès devant jury, il n'en demeure pas moins vrai que cette forme de jugement est supérieure à toutes les autres.

### 12 Glossaire de termes juridiques et schéma d'un procès typique devant juge et jury

JACK KING, DIRECTEUR DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE LA COMMUNICATION, ASSOCIATION NATIONALE DES AVOCATS PÉNALISTES

### 17 Le rôle du juge

RICARDO URBINA, JUGE SIÉGEANT AU TRIBUNAL FÉDÉRAL DU DISTRICT DE COLUMBIA À WASHINGTON.

Le juge doit faire comprendre aux jurés qu'ils sont pour ainsi dire ses délégués et, comme lui, qu'ils sont tenus d'être impartiaux sous la foi du serment.

### 20 Le pour et le contre *Le procès devant juge et jury: un avis favorable*

NEIL VIDMAR, PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DUKE

Le procès devant juge et jury présente l'intérêt non seulement de donner une mesure de crédibilité aux verdicts rendus dans un tribunal, mais aussi, selon toute apparence, de faire des jurés de meilleurs citoyens.

### *Le procès devant juge et jury: un avis défavorable*

PETER VAN KOPPEN, PROFESSEUR DE PSYCHOLOGIE JUDICIAIRE À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MAASTRICHT

Le procès devant juge et jury est si compliqué et si coûteux que la plupart des accusés sont contraints de négocier leurs aveux dans le cadre de transactions secrètes. Dans les affaires, relativement

peu nombreuses, qui se terminent au tribunal, les jurés sont souvent amenés à examiner des questions techniques qui dépassent leur entendement.

### **30 Le rôle du procureur**

SHANE READ, PROCUREUR FÉDÉRAL À DALLAS

Lors d'un procès, le procureur n'a pas seulement pour objectif de convaincre les jurés des arguments du ministère public prouvant que l'accusé est bien l'auteur des faits incriminés. Il doit également veiller à ce qu'aucun innocent ne soit condamné.

### **32 Le jury de jugement à travers le monde**

### **33 Le rôle de l'avocat de la défense**

BARRY POLLACK, AVOCAT DU CABINET MILLER CHEVALIER

Lorsqu'un accusé accepte le risque d'un procès plutôt qu'une peine transactionnelle, un avocat compétent peut mettre en échec les moyens extraordinaires mis en œuvre par le ministère public.

### **36 Le perfectionnement de l'institution du procès devant juge et jury**

GREGORY MIZE, MEMBRE DU CENTRE NATIONAL DES TRIBUNAUX D'ÉTAT

Deux associations proposent des principes visant à accroître la représentativité des jurys et à améliorer le déroulement des audiences afin de permettre aux jurés de mieux comprendre les dossiers complexes.

### **39 Le rôle du témoin**

MAURICE POSSLEY, JOURNALISTE ET AUTEUR

La façon dont un témoin présente les éléments factuels d'une affaire judiciaire peut influencer les sentiments d'un jury.

### **42 Des différences existent entre États**

PAULA HANNAFORD-AGOR, DIRECTRICE DU CENTRE D'ÉTUDE DES JURYS QUI RELÈVE DU CENTRE NATIONAL DES TRIBUNAUX D'ÉTAT

Dans le régime fédéral américain, les lois des États fédérés et les lois de l'État fédéral s'appliquent à différentes catégories d'affaires pénales et de litiges de droit civil. Le mode de fonctionnement des jurys est légèrement différent selon qu'il s'agit de tribunaux d'État ou de tribunaux fédéraux et varie même d'un État à l'autre.

### **44 Le rôle du journaliste**

TED GEST, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE CHRONIQUEURS JUDICIAIRES CRIMINAL JUSTICE JOURNALISTS

La couverture des débats des procès par les journalistes donne au public une assurance supplémentaire du bon fonctionnement de la justice.

### **46 La série télévisée *New York Police judiciaire* est le miroir de la vie**

ENTRETIEN AVEC RICHARD SWEREN, SCÉNARISTE ET PRODUCTEUR

La série télévisée *New York Police judiciaire*, dont le titre original en anglais est *Law and Order*, séduit les téléspectateurs américains depuis dix-neuf ans en leur montrant comment fonctionne l'appareil judiciaire américain, dans toute sa complexité.

### **50 Bibliographie et sites Internet**

# Le jury de jugement aux États-Unis

Fred Graham

*L'institution du jury de jugement aux États-Unis est issue d'une pratique britannique qui visait à protéger les sujets de la Couronne contre la tyrannie du roi. Au fil des siècles, elle a évolué avec la société et a survécu, constituant aujourd'hui encore un frein au pouvoir de l'État. Fred Graham est présentateur sur la chaîne truTV (l'ancienne Court TV), après avoir été le principal chroniqueur judiciaire pour le journal télévisé de CBS de 1972 à 1987.*

**A**u cours de l'hiver 2009, des détenus de la prison Roumieh, au Liban, obtinrent la permission de monter une pièce de théâtre. Ils choisirent de produire une version en arabe de Douze hommes en colère, à l'origine un téléfilm américain qui fut porté au grand écran en 1957 où il connut un immense succès. Le film présente la délibération des membres d'un jury qui se querellent âprement au sujet d'une affaire de meurtre ; ils finiront par rendre un verdict de non-culpabilité.

La pièce montée par les prisonniers fit un tabac – et ce bien que le Liban, comme la plupart des pays, ne soit pas doté d'un système de jugement par jury et que tous les spectateurs aient été mis sous les verrous sans avoir bénéficié des délibérations anxieuses qui sont l'essence même d'un jugement par jury. En fait, 90 % des procès devant juge et jury qui ont lieu à travers le monde se tiennent aux États-Unis, où cette pratique est bien établie même si elle est inusitée dans la plupart des autres pays.

Qu'est-ce que le public trouve de si fascinant dans les procès devant juge et jury ? Pourquoi cette pratique est-elle tellement courante aux États-Unis et pratiquement inconnue ailleurs ? Le système américain porte-t-il en lui le germe de sa propre destruction, comme ce fut le cas des pays qui s'en remettaient naguère couramment aux jurys mais qui ont progressivement confié à des juges le soin de rendre un verdict ?

La réponse à ces questions se trouve dans les racines historiques du système américain des jugements par jury et dans sa remarquable capacité d'adaptation face aux changements juridiques et sociétaux qui pourraient sans quoi menacer sa vitalité.

L'origine de ce système remonte à l'Angleterre médiévale, à l'époque où dans chaque ville et village des groupes de douze hommes « libres et respectueux des lois » étaient convoqués pour aider le roi à rendre justice. Pendant des siècles, ces groupes fondèrent leurs décisions sur ce qu'ils savaient au sujet des actes répréhensibles commis dans leur localité. Toutefois, plus la population de l'Angleterre augmentait, moins les jurés pouvaient s'en remettre aux commérages des voisins, et force leur fut de s'appuyer de plus en plus souvent sur les témoignages qu'ils avaient entendus pendant le procès. Quand le modèle britannique finit par s'implanter sur le territoire américain, les jurés reçurent pour consigne de ne tenir aucun compte de ce qu'ils pourraient entendre au sujet de l'affaire sur laquelle ils devaient statuer et de fonder leur verdict exclusivement sur les éléments de preuve présentés pendant le procès.

Les Britanniques voyaient dans les jugements par jury un rempart potentiel contre toute action oppressive du roi, mais il y avait une raison plus pragmatique pour conserver ce système. Le droit britannique prévoyait de lourdes peines, y compris la peine de mort pour des délits relativement mineurs. Les jurys britanniques servaient à adoucir le sort des accusés, soit en les acquittant, soit en les trouvant coupables de délits moins graves.

## RÉSISTER À L'OPPRESSION

Ce problème ne se posait pas dans le droit américain, mais au XVIII<sup>e</sup> siècle les colons avaient une raison particulière de vouloir conserver le principe des procès devant juge et jury : c'était pour eux un moyen de faire pièce aux poursuites judiciaires entamées par les Britanniques, qu'ils jugeaient oppressives. À maintes reprises, les autorités britanniques mirent en accusation des Américains pour avoir enfreint la loi en expédiant des marchandises dans des vaisseaux ne battant pas le pavillon de la Couronne, mais des jurys locaux acquittaient les accusés. Quand le célèbre éditeur John Peter Zenger fut poursuivi en justice pour avoir critiqué un gouverneur nommé par le roi d'Angleterre, un jury new-yorkais rendit un verdict de non-culpabilité, créant ainsi un précédent

en matière de liberté de la presse. L'on ne s'étonnera donc pas que les colons américains, à la veille de la guerre d'Indépendance, aient reproché au roi d'Angleterre dans leur déclaration d'indépendance de les « priver dans plusieurs cas du bénéfice de la procédure par jurés ».

Et quand la jeune nation adopta sa Déclaration des droits en 1791, elle spécifia que, « dans toutes poursuites criminelles, l'accusé aura le droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial ». Elle précisa en

outre que le droit à un jugement par jury serait préservé dans les affaires civiles.

Depuis, au fil des ans, la Cour suprême a interprété ces garanties d'une manière permettant d'adapter le concept du jury à l'évolution des conditions. Naguère l'apanage des hommes blancs qui étaient propriétaires terriens, l'exercice de la fonction de juré a été progressivement reconnu aux minorités et aux femmes. La Cour suprême a statué que le droit à un jugement par jury

ne s'appliquait pas aux infractions mineures, que tout accusé avait le droit de renoncer à être jugé par ses pairs et que sa culpabilité serait alors déterminée par le juge à l'issue du procès. À l'origine, tous les jurys devaient se composer de douze membres qui devaient rendre leur verdict à l'unanimité, mais la Cour suprême a assoupli ce système; elle a ramené à six le nombre minimum de jurés et décrété que tous les verdicts ne devaient pas nécessairement être prononcés à l'unanimité. Traditionnellement, les accusés sans ressources devaient affronter seuls le ministère public et le jury, mais la Cour suprême a statué que l'État devait mettre un défenseur public à leur disposition.

Dans une certaine mesure, le droit à un jugement par jury semble plus imposant qu'il ne l'est en réalité parce que, dans la pratique, la vaste majorité des accusés n'invoquent pas leur droit à cette forme de procès. Ils se rendent compte que, s'ils sont reconnus coupables à l'issue d'un procès au cours duquel les témoignages auront fait ressortir leur mauvais comportement, le juge leur infligera probablement une lourde peine. Ils préfèrent donc négocier leur aveu avec le ministère public – c'est ce qu'on appelle le plaider-coupable. Le ministère public se prête souvent volontiers à ce genre de transactions parce qu'il évite ainsi le tracas et les frais d'un procès, sans parler de l'incertitude de son issue. Dans un bon nombre de juridictions, plus de neuf affaires sur dix sont réglées de cette sorte, en l'absence d'un jugement par jury.

La place considérable accordée à la négociation de l'aveu fait souvent l'objet de critiques de la part des observateurs du système judiciaire des États-Unis. La vérité, c'est que si en théorie le ministère public et la défense ont

### FILM SÉLECTIONNÉ PAR L'ASSOCIATION DES JURISTES AMÉRICAINS



**Autopsie d'un meurtre** (1959) – Dans une petite ville, un officier peu sympathique est accusé d'avoir assassiné un garçon de café qu'il accuse d'avoir violé sa femme, qui est d'un naturel flirteur. Ce film réaliste donne à voir un procès où le comportement des participants est loin d'être idéal, mais laisse entendre que même une procédure judiciaire très imparfaite peut aboutir à une solution acceptable, quoique imparfaite. Le juge (incarné à l'écran par Joseph Welch, à gauche, qui était un célèbre avocat dans la vie de tous les jours) s'entretient avec l'avocat de la défense (Jimmy Stewart, au centre) et le procureur (George Scott, à droite).

© Time & Life Pictures/Getty Images

des chances égales de faire valoir leur point de vue devant un jury, dans la pratique le premier dispose normalement de nombreux avantages. L'accusé a le droit d'être représenté par un avocat, mais souvent celui-ci est un défenseur public qui manque d'expérience, qui est débordé de travail et qui est enclin à régler l'affaire de son client en négociant avec le ministère public plutôt qu'à plaider sa cause devant un jury. En outre, le ministère public dispose généralement de moyens financiers nettement supérieurs à ceux de la défense pour enquêter sur l'affaire, analyser les éléments de preuve et se renseigner sur les jurés. On comprend, dès lors, la mesure de cynisme que le droit à un jugement par jury inspire aux accusés, l'espérance de justice qu'il fait naître restant parfois en-deçà de la réalité.

En fait, les juristes, les juges et les autres observateurs du système de jugement par jury attirent l'attention sur une série de problèmes qu'il pose aujourd'hui pour des raisons liées à son évolution et que ne pouvaient prévoir les hommes d'État qui le consacrèrent dans la Déclaration des droits.

### LA FONCTION DE JURÉ AUX ÉTATS-UNIS

Nombre estimé de procès devant juge et jury par an: 154 000 (dont 149 000 dans les juridictions des États fédérés et 5 000 dans les juridictions fédérales)

- 66 % en matière pénale (47 % pour des affaires criminelles et 19 % pour des délits)
- 31 % en matière civile
- 4 % divers

**Source:** *State-of-the-States Survey of Jury Improvement Efforts* (avril 2007), Centre national des tribunaux d'État.

**Note:** le total est supérieur à 100 % parce qu'on a arrondi les divers pourcentages.

### L'INCIDENCE DE LA RACE

L'un des problèmes les plus troublants concerne l'incidence de la race sur la sélection des jurés. Traditionnellement, pendant la sélection du jury, le ministère public et la défense ont le droit de récuser un certain nombre de jurés sans avoir à motiver aucunement leur décision. Ces dernières années, on a vu des procureurs invoquer ce droit de manière à exclure tous les jurés afro-américains, qu'ils croient enclins à prendre partie pour les accusés dans les affaires pénales. La Cour suprême a condamné cette pratique et statué que le ministère public devait avoir des raisons valides pour récuser des Noirs. Toutefois, cette décision s'avère difficile à appliquer parce que les procureurs sont passés maîtres dans l'art d'invoquer des raisons non motivées par des considérations raciales pour exclure des jurés qui, comme de bien entendu, sont noirs. Cette situation nourrit le ressentiment d'accusés noirs et de leurs avocats envers un système qui leur semble incompatible avec le principe d'un jury composé de pairs.

Un autre problème que les fondateurs des États-Unis n'auraient jamais pu prévoir tient à l'effet que la célébrité de certains accusés exerce sur un jury. La vulgarisation de la télévision et du cinéma a créé une culture du vedettariat dans laquelle les personnalités riches et célèbres passent aux yeux de certains pour être plus méritoires que les simples particuliers. La situation peut devenir franchement bizarre lorsqu'une vedette est traduite en justice et que des membres du jury font partie de ses admirateurs.

Le procès du chanteur Michael Jackson pour attouchements sexuels sur mineur, qui eut lieu en Californie en 2005, en est un exemple classique. Pendant la sélection du jury, il devint clair que de nombreux jurés éventuels faisaient de leur mieux pour se faire recruter, alors même que la longueur prévue du procès allait constituer un fardeau pour eux. Des gens vinrent du monde entier pour assister au procès, et quelques jurés, sous le charme de la grande vedette, manifestèrent un comportement pour le moins curieux. À l'appui de ses dires, l'un d'eux apporta secrètement dans la salle où siégeait le jury la vidéocassette d'un reportage télévisé sur le procès. Après l'acquiescement unanime de Michael Jackson de tous les chefs d'accusation retenus contre lui, deux des jurés déclarèrent à la télévision qu'il était en fait coupable et qu'ils comptaient écrire un livre sur cette affaire.

La publication de livres écrits par des jurés constitue un problème tenace dans les affaires mettant en scène

des personnes célèbres. Pour de nombreuses personnes, la signature d'un contrat avec une maison d'édition représente la meilleure occasion de leur vie de gagner beaucoup d'argent, et la tentation peut être irrésistible. Après le procès à sensation en 1995 de l'ex-champion de football américain et acteur O.J. Simpson, dont l'acquittement du meurtre de son ex-femme et de son ami suscita la polémique, le juge qui avait présidé les audiences déplora la participation de chaque juré à un projet de rédaction d'un livre sous une forme ou une autre. Les observateurs judiciaires concèdent qu'en vertu de la liberté d'expression reconnue dans le premier amendement de la Constitution les jurés ont le droit de coucher par écrit leurs réflexions sur l'affaire qu'ils ont entendue, mais la plupart des détracteurs sont convaincus que cette pratique peut avoir un effet malsain sur le système du jugement par jury.

L'Amérique urbaine présente encore d'autres problèmes que les fondateurs des États-Unis ne pouvaient pas prévoir. La médiatisation des affaires à sensation est aujourd'hui tellement envahissante qu'il faut parfois des semaines, voire des mois, pour constituer un jury

impartial. Une nouvelle profession a vu le jour, celle de « consultants en jury », lesquels se spécialisent dans l'application de techniques perfectionnées d'interrogation capables d'aider les avocats à sélectionner un jury favorable à leur cause. Dans les affaires fortement médiatisées, les procès devant juge et jury sont souvent si compliqués que les accusés suffisamment fortunés pour se faire représenter par une équipe juridique de très haut niveau détiennent un avantage certain, ce qui nourrit la perception que ce système favorise les nantis.

Pour autant, l'institution du jury de jugement demeure résolument ancrée dans la pratique aux États-Unis. Ce sont les jurés qui exercent le pouvoir impressionnant qu'a l'État de punir les citoyens ou au contraire de ne pas les punir. De ce point de vue, ils sont supérieurs à l'autorité publique, et c'est cette caractéristique qui explique la fascination qu'ils suscitent dans le monde entier. ■

---

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

# Le rôle du juré

D. Graham Burnett



© AP Images/Mona Shafer Edwards

*Prouver la culpabilité au-delà de tout doute raisonnable peut tenir de la gageure. Sans nier le risque qu'un coupable puisse être acquitté à l'issue d'un procès devant juge et jury, il n'en demeure pas moins vrai que cette forme de jugement est supérieure à toutes les autres. Le récit ci-après d'un procès pour meurtre est véridique, mais l'auteur a changé l'identité des personnes concernées. Graham Burnett est professeur d'histoire à l'université Princeton et rédacteur de la revue Cabinet, à Brooklyn (New York). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont A Trial By Jury et Trying Leviathan, son dernier titre en date.*

Quel effet cela fait-il de faire partie d'un jury de jugement? Des millions d'Américains pourraient répondre à cette question, chacun à sa manière, mais le fait que chacun d'entre eux ait une réponse – que chacun ait mis le pied dans une salle d'audience, suivi le déroulement d'un procès et jugé un concitoyen – en dit long sur les idéaux de transparence et de démocratie auxquels nous aspirons aux États-Unis.

Les États-Unis ne sont pas un pays parfait, tant s'en faut; la remarque vaut aussi pour notre système judiciaire, mais le principe d'un jury composé de citoyens qui fait partie de notre tradition fournit à l'Américain moyen une excellente occasion de participer au maintien de l'État de droit et à l'instauration d'une société juste dans un contexte à la fois intime et rigoureux.

Gardons-nous de romancer cette institution (et

## LA FONCTION DE JURÉ AUX ÉTATS-UNIS

Nombre estimé de citoyens convoqués chaque année pour faire partie d'un jury : 32 millions

- Nombre estimé de convocations retournées par la poste avec la mention inconnu à cette adresse : 4 millions

Nombre estimé de personnes non habilitées à être jurés (non-citoyens, non-résidents, criminels) : 3 millions

- Nombre estimé de personnes dispensées parce qu'elles ont récemment exercé les fonctions de juré ou parce qu'elles occupent des fonctions particulières : 2 millions
- Nombre estimé de personnes dispensées pour des raisons financières ou médicales : 3 millions
- Nombre estimé de personnes qui n'ont pas dû se présenter comme juré parce que le procès avait été annulé ou reporté : 8 millions
- Nombre estimé de personnes qui ne se sont pas présentées après avoir été convoquées : 3 millions
- Nombre estimé de personnes qui se sont présentées après avoir été convoquées : 8 millions

Nombre estimé de jurés sélectionnés chaque année : 1,5 million

**Source :** *State-of-the-States Survey of Jury Improvement Efforts* (avril 2007), Centre national des tribunaux d'État.

rappelons que la vaste majorité des affaires judiciaires aux États-Unis se règlent sans un procès devant juge et jury); en outre, en insistant trop lourdement sur l'aspect civique, tout séduisant soit-il, de la justice rendue par un jury, on risque de négliger les caractéristiques structurelles et administratives plus générales de la pratique du droit aux États-Unis, telle la négociation de l'aveu contre une révision de l'inculpation ou une réduction de la peine (le plaider-coupable). Pour autant, quiconque souhaite comprendre le fonctionnement du droit aux États-Unis

doit se pencher sur l'institution du jury et en apprécier le rôle tant dans les tribunaux que dans la vie des Américains – qu'il s'agisse de ceux qui sont accusés d'un crime ou de ceux qui sont appelés à décider de leur sort.

Je suis historien et j'enseigne dans une université américaine. Mon domaine de spécialisation porte sur l'histoire des sciences et de la technologie du XVII<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle, et je n'ai aucune formation juridique systématique. Il y a dix ans, toutefois, j'ai écrit un petit livre sur mon expérience en tant que président d'un jury dans un procès pour meurtre à Manhattan. Cet ouvrage, intitulé *A Trial By Jury*, a été très remarqué pour la manière dont il traite le cheminement tortueux d'un jury qui doit rendre son verdict dans une affaire difficile. On le lit encore aujourd'hui dans les facultés de droit, et les décideurs le consultent eux aussi à la recherche d'indices sur le fonctionnement (ou les dysfonctionnements!) des jurys. Je me propose dans les pages qui suivent de retracer brièvement l'histoire que je raconte en détail dans ce livre et d'offrir quelques réflexions sur ce que j'ai appris en faisant partie d'un jury.

### UN MEURTRE SORDIDE

Les policiers qui défoncèrent la porte d'un petit appartement dans le sud de Manhattan, pendant l'été 1998, découvrirent Randolph Cuffee gisant au sol dans le coin de la pièce, sous une fenêtre. Aucun doute, il était bien mort: plus d'une vingtaine de plaies par arme blanche lui couvraient le haut du dos, la nuque et la base du crâne. Vilaines plaies, assurément, mais celle qui lui avait été fatale était cachée: un seul coup de couteau dans la poitrine qui lui avait sectionné l'aorte; il n'avait pas dû vivre plus de quelques minutes.

Deux ans plus tard, je me retrouvais dans une salle d'audience de Manhattan, faisant partie du jury qui avait sous les yeux des photographies de la victime. La police avait arrêté le jeune homme qui avait donné les coups de couteau: il s'agissait d'un dénommé Monte Milcray, qui regardait droit devant lui au tribunal, flanqué de son avocat. À en croire Monte Milcray, alors qu'il flânait un jour dans les rues de New York, il rencontra une jeune femme de belle allure qui noua une conversation avec lui et qui lui donna son numéro de téléphone, en suggérant qu'ils pourraient peut-être se revoir. La prenant au mot, il lui téléphona un soir et elle lui expliqua comment se rendre chez elle, dans son appartement à Greenwich Village. Quand il arriva à sa porte, elle le fit entrer dans

une petite pièce mal éclairée où ils se mirent à regarder une émission suggestive à la télévision, assis sur un divan.

Ce n'est que lorsqu'ils commencèrent à se déshabiller qu'il se rendit à l'évidence: sa nouvelle connaissance n'était pas une femme; c'était un homme, un homme qui se tenait entre lui et la porte. Toujours selon Monte Milcray, ce qui s'ensuivit fut une tentative de viol masculin. Tout en se débattant, il tira un couteau de son pantalon avec lequel il se mit à frapper son attaquant, d'abord dans la poitrine, puis dans le dos, encore et encore. Quand Randolph Cuffee s'effondra, Monte Milcray prit la poudre d'escampette.

En tout cas, c'est l'une des versions de son aventure. Il en raconta plusieurs.

Au départ, courant ensanglanté dans les rues bondées de la ville (il s'était accidentellement presque sectionné l'auriculaire avec son couteau), il avait supplié les passants de venir à son secours; il avait fini par trouver un hôpital où il affirma avoir été attaqué par une bande d'hommes blancs qui l'avaient tabassé (Monte Milcray et Randolph Cuffee étaient noirs). Ce n'est que plus tard, quand la police alla le chercher à l'hôpital et lui dit qu'elle le soupçonnait du meurtre de Randolph Cuffee, qu'il reconnut être l'assassin, mêlant à ses aveux son histoire abracadabrante de séduction et d'erreur sur la personne. (La police le localisa en appliquant de bonnes vieilles techniques policières: les détectives font toujours le tour des hôpitaux du coin après un meurtre à l'arme blanche parce qu'il est très facile de se couper quand on tue quelqu'un à coups de couteau.) Quand il prit la parole pour sa défense au cours de l'audience, Monte Milcray modifia une fois de plus son récit. Cette fois, il déclara avoir fait la connaissance de Randolph Cuffee par l'intermédiaire d'un service de rencontres par téléphone, mais il continua d'insister qu'il croyait avoir affaire à une femme et qu'il avait été victime d'une tentative de viol.

## LA CONVOCATION

Comment me suis-je trouvé mêlé à cette sordide affaire? Tout simplement parce qu'étant bon citoyen j'étais inscrit sur les listes électorales. Il n'en fallait pas plus pour que les rouages de la bureaucratie suivent leur cours. À l'époque, ma femme et moi habitons un appartement que nous sous-louait un ami. Nous venions tous les deux de finir nos études et nous commencions à nous lancer dans notre vie professionnelle: ma femme faisait du travail de terrain en tant qu'organisatrice politique et, moi,

je m'évertuais à écrire un livre à partir de ma thèse de doctorat en attendant de trouver un poste d'enseignant.

Ayant tous les deux fort à faire, je fus particulièrement irrité lorsque je reçus au courrier une convocation me sommant de me présenter au tribunal situé juste au sud de notre résidence pour que j'y exerce les fonctions de juré. Je m'y rendis à contrecœur et passai la journée dans une vaste salle d'attente où se déroulait un tirage, comme à la loterie, les personnes dont le numéro avait été tiré étant dirigées vers diverses salles d'audience.

Même quand j'entendis mon nom, je continuai à estimer peu probables mes chances de faire partie d'un jury parce que chaque juré éventuel est soumis à la procédure de «voir dire» au cours de laquelle les avocats et le juge posent un certain nombre de questions pour tenter de déterminer l'aptitude des jurés pressentis. Il y a plusieurs façons de se faire écarter (par exemple, si on admet être raciste ou trop craintif ou s'être déjà fait une opinion bien arrêtée de l'affaire à juger), et je pensais ne pas faire l'affaire pour une raison ou une autre.

Mais non. Malgré mes réponses opiniâtres (par exemple, je signalai mon objection à la peine de mort et dit que je n'étais pas sûr en toute conscience de pouvoir déclarer coupable une personne qui pourrait être mise à mort par l'autorité publique), je ne fus pas récusé; en fait, je me retrouvai président d'un jury composé de douze Américains très différents les uns des autres: quatre hommes, huit femmes; neuf Blancs, deux Noirs et un Hispanique; environ la moitié avaient moins de 30 ans; environ la moitié exerçaient une profession libérale. Nous allions apprendre à bien nous connaître au cours des trois semaines qui allaient suivre.

Il m'est impossible de retracer les méandres de la déposition de Monte Milcray ni de reproduire l'intensité des quatre jours que nous passâmes ensemble, isolés du monde extérieur le temps de notre délibération en vue de rendre notre verdict. Dans des affaires aussi graves que la nôtre, il n'est pas rare que les jurés soient mis à l'écart, sous la garde de l'État en quelque sorte, le temps qu'ils parviennent à un consensus. De fait, il nous fut interdit de rentrer chez nous et de parler aux membres de notre famille durant les soixante-six heures que dura notre délibération. Des policiers armés nous escortaient quand nous allions prendre nos repas, et nous passions la nuit à l'hôtel sous l'œil vigilant de gardes.

L'expérience constituait plus qu'un cours d'éducation civique dans la bonne humeur; c'était une rencontre entre le pouvoir de l'État et une sordide affaire qui avait de quoi

## LA FONCTION DE JURÉ AUX ÉTATS-UNIS

Durée moyenne d'un procès avec jury : cinq jours pour les procès pénaux et quatre jours pour les procès civils

Durée moyenne des délibérations des jurys : quatre heures pour les procès aussi bien pénaux que civils

Source: *State-of-the-States Survey of Jury Improvement Efforts* (avril 2007), Centre national des tribunaux d'État.

nous désorienter. Dans notre creuset, derrière les portes closes de la salle des jurés, nous fîmes de notre mieux pour comprendre nos responsabilités et pour donner un sens à un vaste amalgame d'éléments de preuve contradictoires et compliqués. Il y eut des larmes et des querelles, des moments de silence introspectif, des propos échangés sur Dieu et les homosexuels et la vérité et la justice. Ce fut une délibération démocratique portée au niveau d'un sport extrême.

### LE VERDICT

Plus que tout, nous cherchions à comprendre en quoi consistait exactement la responsabilité du ministère public qui doit prouver le bien-fondé de son accusation « au-delà d'un doute raisonnable ». C'est placer la barre très haut. Et quand un accusé prétend avoir agi dans le cadre de la légitime défense, la charge de la preuve incombe au ministère public, qui doit prouver au-delà d'un doute raisonnable que ce n'était pas le cas. Deux hommes entrent dans une pièce, et celui qui en sort dit qu'il n'a fait que se défendre. Pas de témoins. Pas d'antécédents de crime violent ni chez l'un ni chez l'autre. Qui peut dire « au-delà d'un doute raisonnable » que le survivant est un menteur ?

Nous n'en fûmes pas capables. Et, au bout du compte, nous primes la décision de l'acquitter.

Ce ne fut pas de gaieté de cœur. L'accusé ne nous inspirait aucune sympathie. Il nous paraissait probable que son histoire était cousue de fil blanc. Il nous semblait tout à fait possible qu'il ait tué Randolph Cuffee, lequel pouvait bien avoir été son amant, mais on ne nous avait pas demandé de nous prononcer sur ce qui nous semblait possible ou probable. On nous avait demandé de décider si l'accusation avait été prouvée au-delà d'un doute raisonnable.

La justice avait-elle été rendue dans notre tribunal ? À vrai dire, je n'en suis pas sûr. Avions-nous appliqué la loi conformément aux instructions que nous avions reçues ? J'ai le sentiment que nous l'avons fait. Un verdict de « non-culpabilité » n'est pas synonyme d'innocence, voilà ce que nous nous disions en quittant la salle des jurés.

Pourquoi la barre est-elle placée si haut quand il est question de la charge de la preuve ? Nos fonctions de juré nous ont permis d'apprendre beaucoup de choses à ce sujet parce que nous avons aperçu, à travers la perte de notre liberté pendant quatre longues journées d'isolement, l'ombre du pouvoir terrifiant de l'État – contre lequel, en fin de compte, chaque citoyen n'a que ses compatriotes pour le défendre. Pour ma part, c'est la leçon la plus profonde que j'ai retirée de cette expérience. Elle restera à jamais gravée dans ma mémoire.

On me demande parfois si je pense que le système du jury produit de bons résultats. Pour répondre à cette question, je me plais maintenant à paraphraser la citation célèbre de Winston Churchill au sujet de la démocratie, qu'il qualifiait de pire forme de gouvernement à l'exception de toutes les autres. Pour établir une société, nous devons punir nos semblables pour les crimes qu'ils commettent. À qui devrait revenir la responsabilité de prendre une décision qui pourrait coûter la vie à l'accusé ? Aux États-Unis, c'est à un jury composé de pairs. La scène n'est pas toujours belle à voir, mais y a-t-il de meilleures solutions ? En êtes-vous sûr ? ■

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

# Glossaire de termes juridiques

**Accusé** – Personne accusée d'un crime ou d'un délit qui comparaît devant un tribunal.

**Acte d'accusation** – Document officiel par lequel un grand jury accuse une ou plusieurs personnes d'avoir commis un crime ou un délit.

**Appel** – Examen par une juridiction supérieure du jugement ou du verdict d'un tribunal.

**Arrestation** – Placement d'une personne en détention légale, conformément à un mandat d'arrêt ou en présence d'un motif raisonnable.

**Audience** – Séance au cours de laquelle sont présentés à un tribunal des éléments de preuve portant sur une question précise ou des arguments ayant trait à un point juridique. Les audiences peuvent avoir lieu avant, pendant ou après un procès ou un recours en appel.

**Audience préliminaire** – Audience pénale au cours de laquelle un magistrat détermine si l'on dispose de suffisamment de preuves pour poursuivre en justice un détenu ou pour porter l'affaire devant un grand jury en vue d'une éventuelle mise en accusation.

**Avocat de la défense** – Avocat qui représente un accusé dans le cadre d'une procédure pénale ayant lieu au niveau local, étatique ou fédéral. Le VI<sup>e</sup> amendement de la Constitution américaine (voir ci-après) prévoit, entre autres, que « dans toutes poursuites criminelles, l'accusé aura le droit [...] d'être assisté d'un conseil pour sa défense ».

**Cautionnement** – Remise de fonds ou de valeurs à un tribunal pour obtenir la libération temporaire d'un accusé et garantir sa comparution devant le tribunal à une date ultérieure. Aux États-Unis, la caution à verser dans le cas de délits mineurs est parfois égale au montant maximum de l'amende à payer pour cette catégorie de délit, ce qui permet à l'accusé de verser sa caution et d'y renoncer ensuite au lieu d'avoir à comparaître devant un tribunal.

**Charges** – Éléments qui constituent des présomptions de culpabilité à l'encontre d'un inculpé.

**Communication préalable** – Procédure par laquelle des avocats prennent connaissance des arguments de la partie adverse lors de la préparation à un procès, comprenant notamment des demandes de documents et de dépositions.

**Condamnation** – Dans une affaire pénale, un jugement par lequel l'accusé est reconnu coupable.

**Citation à comparaître** – Document (ou ordonnance) imposant à une personne de faire une déposition ou de présenter des documents devant un tribunal ou un grand jury.

**Déposition** – Éléments de preuve apportés par un témoin sous serment dans un tribunal.

**Droit à l'assistance d'un conseil** – Le VI<sup>e</sup> amendement de la Constitution américaine garantit à chaque personne inculpée le droit d'être assistée d'un avocat pour assurer sa défense. L'accusé engage l'avocat de son choix s'il en a les moyens; dans le cas contraire le tribunal nomme pour le défendre un avocat commis d'office, travaillant dans le service chargé de défendre les indigents ou dans le secteur privé.

**Enquête avant la fixation de la peine** – Examen détaillé des antécédents d'un accusé jugé coupable, généralement effectué par un membre du personnel judiciaire, l'agent de probation, et présenté au juge chargé de fixer la peine afin d'aider ce dernier. Idéalement, ce compte-rendu sera une analyse objective de l'accusé et du crime ou délit qu'il a commis, mettant en évidence tout facteur susceptible de justifier un alourdissement ou un allègement de la peine.

**Grand jury (ou jury d'accusation)** – Ensemble de citoyens qui siège pendant un certain temps et qui examine les éléments de preuve présentés par le ministère public afin de déterminer s'il y a bien eu crime ou délit. Un grand jury peut examiner de nombreuses affaires

## LA FONCTION DE JURÉ AUX ÉTATS-UNIS

Pour pouvoir être juré dans la plupart des juridictions des États fédérés et de l'État fédéral, il faut être citoyen des États-Unis, avoir son domicile dans la circonscription géographique du tribunal en question, être âgé de dix-huit ans ou plus, parler et comprendre l'anglais et ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation criminelle ou être interdit.

**Source:** *State Court Organization, 2004*, ministère de la justice, direction des statistiques judiciaires.

les unes après les autres. Si, après avoir fait comparaître les témoins et passé en revue les éléments de preuve du ministère public, la majorité des grands jurés décide qu'un crime ou délit a été commis et qu'une personne dont on connaît le nom en est probablement l'auteur, le grand jury émet un « acte d'accusation » par lequel le suspect est inculpé de ce crime ou délit.

**Habeas corpus** – Dispositif juridique ancien (« ordonnance d'habeas corpus ») utilisé pour faire comparaître un prisonnier devant un tribunal, généralement afin de déterminer si l'autorité publique a des raisons légales de le détenir. Ce principe remonte au moins à 1215 en Angleterre et est mentionné dans la Constitution américaine. Voir également **Voie de recours**.

**Jury** – Ensemble de citoyens, dont le nombre est généralement compris entre six et douze, qui examine les éléments de preuve au cours d'un procès et qui rend un verdict (« coupable » ou « non coupable »). Un ou plusieurs jurés suppléants peuvent également être nommés pour le cas où un juré ne serait plus en état de s'acquitter de ses fonctions au cours du procès.

**Mandat** – Ordre (ordonnance) donné par un tribunal ou un magistrat autorisant la perquisition ou la saisie de biens (« mandat de perquisition ») ou l'arrestation d'une personne (« mandat d'arrêt »).

**Mise en accusation** – Procédure dans le cadre de laquelle un accusé comparait devant un tribunal pour être formellement inculpé et prendre position sur l'accusation.

**Motif raisonnable** – Le fait d'avoir de bonnes raisons de penser qu'un crime ou délit a eu lieu, a lieu ou aura lieu, ce qui suffit à justifier l'arrestation d'une personne, une perquisition ou la saisie de biens. C'est d'après la définition qu'on en donne généralement, plus qu'une simple suspicion.

**Ordonnance** – Ordre du tribunal exigeant la réalisation ou la non-réalisation d'un acte.

**Peine** – Sanction imposée à un accusé reconnu coupable, par exemple une amende ou une peine de prison. Trente-cinq États américains et l'État fédéral peuvent également imposer la peine de mort dans le cas de meurtres particulièrement atroces ou d'actes de trahison.

**Plaider-coupable** – Accord entre l'accusé et le ministère public, aux termes duquel l'accusé accepte de plaider coupable en échange, par exemple, de motifs d'accusation moins graves ou d'une peine plus légère.

**Plaidoirie principale du procureur** – Dans les tribunaux américains, c'est toujours le procureur qui présente d'abord les arguments du ministère public, et les éléments de preuve apportés doivent être suffisamment convaincants pour justifier une condamnation, en l'absence de réfutation de la défense. Si les preuves ne sont pas très convaincantes, l'accusé peut obtenir un acquittement au terme de la plaidoirie principale du procureur. Voir également **Requête de jugement d'acquittement** et **Réfutation du procureur**.

**Plainte** – Accusation formelle d'une infraction formulée auprès de la police, ou par celle-ci, et présentée au tribunal lors de la première comparution du prévenu.

**Preuve** – Tout élément dont la présentation est admise lors de la procédure judiciaire et qui tend à prouver ou infirmer un fait contesté. Il peut s'agir de pièces à conviction, comme une arme ou des vêtements tâchés de sang, ou bien de preuves immatérielles, comme la déposition d'un témoin.

**Prise de position sur l'accusation** – Dans la procédure pénale américaine, un accusé plaide généralement « non coupable » lors de sa première comparution devant un tribunal ou un magistrat. Par la suite, en fonction des circonstances, l'accusé pourra changer d'avis et plaider « coupable », admettant ainsi les accusations portées contre lui, ou bien il pourra continuer à faire jouer son droit à un procès et à laisser à un tribunal le soin d'établir sa culpabilité ou non-culpabilité, souvent lors d'un procès devant juge et jury. Dans certains cas, il arrive qu'un accusé plaide, par l'intermédiaire de son avocat, « non coupable pour irresponsabilité mentale », auquel cas la défense doit prouver que l'accusé ne peut être jugé légalement responsable de ses actes du fait d'une grave déficience ou d'un grave handicap mental.

**Procès** – Procédure judiciaire formelle visant à recueillir des éléments de preuve et à rendre un verdict, c'est-à-dire à déterminer si l'accusé est coupable ou non. Lors d'un procès, c'est à un juge et un jury, ou à un juge seul, qu'il incombe d'établir les faits qui ont eu lieu.

**Procès civil** – Procès se déroulant selon les règles de la procédure civile, qui se rapporte à des relations entre deux personnes physiques, entre une personne physique et une personne morale ou entre deux personnes morales.

**Procès pénal** – Procès se déroulant selon les règles de la procédure pénale, qui se rapporte aux crimes et délits qui peuvent être dirigés contre une personne et qui sont considérés comme choquants pour l'ensemble de la société, tels que le vol à main armée ou le viol.

**Procureur** – Magistrat qui représente le ministère public (local, étatique ou fédéral) lors de la procédure judiciaire pénale.

**Requête** – Demande adressée au tribunal afin que celui-ci se prononce sur un point précis, par exemple sur la question de savoir si certains éléments de preuve, notamment des aveux, seront admis au procès, ou si, en raison d'erreurs, un nouveau procès doit avoir lieu. Les demandes de services spéciaux, par exemple la comparution de témoins experts ou la nomination d'un interprète, se font généralement par une requête, orale ou écrite, émanant d'un avocat. Les requêtes peuvent être faites avant, pendant ou après le procès, ou bien en appel.

**Requête de jugement d'acquittement** – Demande d'un avocat de la défense adressée au juge pour qu'il rende un verdict de non-culpabilité du fait de l'incapacité du ministère public de prouver la culpabilité de l'accusé au-delà de tout doute raisonnable. Cette requête est généralement présentée au début d'un procès, après la plaidoirie principale du procureur, et est, si le tribunal la rejette, renouvelée à la fin de la réfutation du procureur.

**Réfutation du procureur** – Parce que la lourde tâche d'infirmer l'innocence présumée de l'accusé incombe au ministère public, celui-ci a le droit de présenter des éléments de preuve supplémentaires après la plaidoirie de la défense. Toutefois, si la défense ne présente aucun élément de preuve à sa décharge, le ministère public ne peut présenter de réfutation car il n'y a aucune preuve supplémentaire à réfuter.

**Sixième amendement** – Disposition de la Constitution américaine qui énumère une grande partie des droits dont dispose toute personne faisant l'objet de poursuites judiciaires pénales devant un tribunal américain, l'objectif étant d'assurer sa protection et de garantir un procès équitable. En vertu de cet amendement, « dans toutes poursuites criminelles, l'accusé aura le droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial de l'État et du district où le crime aura été commis (...), d'être instruit de la nature et de la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'exiger par des moyens légaux la comparution de témoins à décharge, et d'être assisté d'un conseil pour sa défense. » (Note: en 1789, la Constitution américaine avait été ratifiée par la plupart des treize premiers États. Les dix premiers amendements de la Constitution américaine, que l'on appelle également la « Déclaration des droits », ont été ratifiés en 1791.)

**Témoïn** – Personne qui témoigne, sous serment et en disposant de véritables connaissances, de faits litigieux dans le cadre d’une affaire judiciaire. Les témoins peuvent être assignés à comparaître et interrogés par le ministère public ou la défense, ou les deux. Une fois qu’un témoin a fini sa déposition, la partie adverse a la possibilité de le soumettre à un interrogatoire contradictoire, en lui posant des questions susceptibles de faire apparaître de nouveaux faits ou de contredire son témoignage initial.

**Verdict** – Décision prise au terme d’un procès par le jury ou par le juge chargé d’établir les faits tels qu’ils se sont déroulés; dans une affaire pénale, le verdict est « coupable » ou « non coupable ». Si le jury n’arrive pas à se mettre d’accord sur un verdict, il peut être nécessaire d’organiser un nouveau procès ou le ministère public peut décider de classer l’affaire.

**Voie de recours** – Contestation de la légalité ou de la constitutionnalité de l’incarcération d’une personne, par exemple par une demande d’ordonnance d’habeas corpus. Cette contestation peut être faite en raison d’erreurs présumées lors du procès ou de l’illégalité d’une peine fixée.

---

*Glossaire établi par Jack King, directeur des relations publiques et de la communication de l’Association nationale des avocats pénalistes à Washington.*

# SCHÉMA D'UN PROCÈS PÉNAL TYPIQUE DEVANT UN TRIBUNAL FÉDÉRAL

## FAITS ALLÉGUÉS

ARRESTATION ← OU → ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

↓  
**DÉPÔT DE LA PLAINTÉ – ACTION DU MINISTÈRE PUBLIC**

↓  
**PRÉSENTATION** – s'il n'y a pas eu de mandat d'arrêt avant l'arrestation

↓  
**MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE AVANT LE PROCÈS (CAUTIONNEMENT)**

↓  
**INSTRUCTION:** si le juge estime que l'action est bien fondée | si le juge estime que l'action n'est pas fondée

↓  
**ORDONNANCE DE NON-LIEU**

## GRAND JURY:

Le procureur cite à comparaître les témoins, sollicite des documents ; les grands jurés entendent les éléments de preuve réunis par le procureur

↓  
INCULPATION

↓  
PAS D'INCULPATION

→ **NON-LIEU**

↓  
**MISE EN ACCUSATION ET CAUTIONNEMENT**

↓  
(Communication de documents et plaider-coupable)

↓  
**REQUÊTES PRÉALABLES AU PROCÈS**

↓  
**PROCÈS** ou **RECONNAISSANCE DE CULPABILITÉ**

## PROCÈS

Sélection du jury – Exposés introductifs – Réquisitoire du ministère public – Requête de l'accusé pour son acquittement – Plaidoirie de la défense – Réfutation du ministère public – Nouvelle requête d'acquittement – Instructions du juge aux jurés – Conclusions – Dernières instructions au jury – Verdict ou jury dans l'impasse (renvoi de l'affaire devant le grand jury)

## VERDICT:

↓  
COUPABLE

ou

NON COUPABLE

→ **FIN, AFFAIRE CLASSÉE**

↓  
**DEMANDE D'UN NOUVEAU PROCÈS**

↓  
**ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉTERMINATION DE LA PEINE**

↓  
**AUDIENCE DE LA DÉTERMINATION DE LA PEINE**

## APPEL DE L'ACCUSÉ

↓  
Rejeté

ou

admis

→ L'accusé obtient le droit à un nouveau procès (renvoi de l'affaire devant le grand jury)

↓  
**VOIE DE RECOURS OU REQUÊTE D'HABEAS CORPUS**

↓  
Rejetée

ou

admise

→ L'accusé obtient le droit à un nouveau procès (renvoi de l'affaire devant le grand jury)

# Le rôle du juge

Ricardo Urbina



© AP Images/Bill Robles

*Le juge doit faire comprendre aux jurés qu'ils sont pour ainsi dire ses délégués et, comme lui, qu'ils sont tenus d'être impartiaux sous la foi du serment. Ricardo Urbina siège au tribunal fédéral du district de Columbia à Washington.*

Quand un juge instruit un procès devant un jury, sa mission consiste à organiser, à faciliter et à superviser un processus qui aboutira à un résultat fondé sur l'évaluation juste et impartiale des éléments de preuve et des témoignages. Les avocats qui représentent les deux parties jouent un rôle fondamental dans la sélection de jurés qui exerceront leurs fonctions sans préjugés ni parti pris. C'est au juge, toutefois, qu'incombe la responsabilité de garantir le bon déroulement du procès en veillant à ce que les avocats agissent dans les limites de leurs fonctions.

Avant et pendant le procès, le juge statue sur divers points concernant les éléments de preuve soumis par les avocats et dont le jury aura droit de tenir compte ou non. À cet égard, le juge donne des consignes au jury, au début, tout au long et à la fin du procès, afin de les guider dans le contexte de l'examen impartial des témoignages, des documents et des autres pièces qui feront partie du procès. Par son exemple, le juge incite le jury à faire preuve de neutralité du début à la fin.

Au début de chaque procès que je préside, je dis aux jurés que le droit que nous avons normalement dans la vie de tirer des conclusions hâtives est dorénavant suspendu, pour les besoins du procès. Les jurés doivent se rappeler qu'ils sont « des juges délégués » et qu'ils ont fait, comme moi, le serment d'être impartiaux. Cette image de soi, anoblée, aide les jurés à comprendre l'importance solennelle de leur tâche.

Au cours de mes vingt-huit années de carrière, j'ai acquis une grande confiance dans la sagesse des jurys. Je suis presque toujours d'accord avec le verdict qu'ils rendent. J'ai appris que les jurés, même s'ils étaient réticents au moment de leur sélection, finissent par s'investir à fond dans la tâche de l'évaluation impartiale des éléments de preuve.

Dans les affaires pénales, par exemple, les jurés adhèrent au principe de la présomption d'innocence, laquelle est maintenue tant que la culpabilité de l'accusé n'a pas été établie au-delà d'un doute raisonnable. En outre, comme l'exigent la loi, la Constitution des États-Unis et les consignes du juge, l'obligation de la preuve incombe exclusivement au ministère public. Les jurés comprennent que l'accusé n'a jamais à prouver son innocence. D'anciens jurés ont accepté de parler à des avocats qui suivaient un cours que j'enseignais sur le concept du jury aux États-Unis. Souvent, ils expliquent qu'ils pensaient que la personne accusée du crime était coupable, mais qu'ils l'ont acquittée parce que le ministère public n'avait pas prouvé les faits au-delà d'un doute raisonnable.

### **LE DEVOIR DE NEUTRALITÉ**

Il est souvent difficile pour le juge lui-même de rester neutre tant que tous les éléments probants n'ont pas été présentés. Dans une affaire dont j'étais chargé il y a plusieurs années, le ministère public avait retenu plusieurs chefs d'accusation d'atteinte aux bonnes mœurs contre un homme qui aurait eu des contacts indécents avec un grand nombre de jeunes garçons, tous âgés de moins de quatorze ans. C'était particulièrement choquant parce que l'accusé était porteur du virus du sida, mais qu'il n'avait pas utilisé de préservatif pendant ses rapports sexuels avec ces jeunes garçons.

Lors d'audiences avant l'ouverture du procès, je statuai que le ministère public n'avait pas le droit de présenter certaines pièces à conviction parce que la police avait enfreint les droits constitutionnels de l'accusé au cours de son arrestation. Cette décision affaiblit le dossier du ministère public, mais les preuves qui restaient furent suffisamment solides pour que l'accusé soit reconnu coupable de la plupart des chefs d'accusation retenus contre lui.

Pour constituer le jury, il fallait poser des questions aux jurés éventuels pour identifier ceux qui ne seraient pas capables d'évaluer les éléments de preuve dans un esprit de neutralité et de détachement. Plusieurs d'entre eux déclarèrent au cours de la procédure de « voir dire » (la phase au cours de laquelle les jurés sont interrogés avant l'ouverture du procès) que la teneur même des accusations suffisait à influencer leur jugement sur cette affaire et l'innocence de l'accusé. Ils firent clairement savoir qu'ils ne pouvaient pas présumer son innocence. D'autres jurés refusèrent de faire partie du jury parce qu'eux-mêmes, des proches ou des amis avaient été victimes d'exploitation sexuelle sous une forme ou une autre étant enfants. D'autres encore estimaient que les dépositions heurteraient tellement leur sensibilité qu'ils seraient incapables de conserver leur objectivité.

La sélection du jury s'étala sur plusieurs jours, et le procès dura deux mois, au cours desquels on présenta les éléments de preuve; vinrent ensuite deux semaines de délibération du jury, qui se soldèrent par un verdict de culpabilité concernant la plupart des chefs d'accusation. Le jury l'acquitta cependant de certains. Quand je passai personnellement en revue les éléments de preuve relatifs aux chefs d'accusation dont il avait été acquitté, il apparut clairement que le jury avait bien fait son travail: de fait, ils ne possédaient pas la qualité exigée pour un verdict de culpabilité.

Entre le jury et le juge qui préside les audiences, il se crée souvent une relation de confiance. Le jury ne doute pas que le juge lui dira ce qu'il a besoin de savoir sur les points de droit et qu'il lui donnera des instructions concernant la manière d'évaluer l'affaire dans un souci d'impartialité. Le juge confie au jury la responsabilité ultime d'administrer la justice. Quand je considère mes années de métier, je constate que, dans plus de 95 % des cas, le verdict que rend le jury est justifié par les éléments de preuve. ■

## FILMS SÉLECTIONNÉS PAR L'ASSOCIATION DES JURISTES AMÉRICAINS



© CinemaPhoto/Corbis

**Douze hommes en colère** (1957) – Au début du film, le juré n° 8 (incarné à l'écran par Henry Fonda, le cinquième à partir de la gauche) est le seul à juger non coupable un adolescent d'origine latino-américaine accusé d'avoir assassiné son père. Dans la salle de délibération du jury, étroite et surchauffée, les hommes se heurtent à leurs propres préjugés et à leurs propres limites à mesure que certains d'entre eux font part de leur expérience personnelle et commencent à mettre en doute l'ensemble de preuves indirectes qui tendait à établir la culpabilité de l'adolescent.



© John Springer Collection/Corbis

**Un homme pour l'éternité** (1966) – Se rangeant à l'avis du roi anglais Henry VIII (Robert Shaw, à gauche), le jury ne délibère même pas avant de condamner pour trahison le grand chancelier Thomas More (Paul Scofield, à droite), qui est en fait innocent, et de le faire exécuter. Thomas More n'aspire pas à devenir martyr mais ne peut compromettre sa foi en acceptant que le roi Henry divorce de Catherine d'Aragon, qui ne lui a pas donné d'enfant, pour épouser Anne Boleyn.

## Le procès devant juge et jury : un avis favorable

Neil Vidmar

*Le procès devant juge et jury présente l'intérêt non seulement de donner une mesure de crédibilité aux verdicts rendus dans un tribunal, mais aussi, selon toute apparence, de faire des jurés de meilleurs citoyens. Neil Vidmar est professeur à la faculté de droit de l'université Duke, en Caroline du Nord, et le co-auteur, avec Valerie Hans, d'un livre paru en 2007 sous le titre American Juries: The Verdict.*

Le jury est une institution unique. Douze simples citoyens, parfois six seulement, qui n'ont pas de formation juridique, sont convoqués au tribunal pour écouter des témoignages concernant des affaires importantes, au pénal comme au civil. Le juge qui préside le procès décide quels témoignages ils entendront et il leur explique les points pertinents de droit, mais au bout du compte ce sont ces simples citoyens qui délibèrent entre eux, seuls, qui rendent un verdict de culpabilité ou de non-culpabilité, qui décident aussi, parfois, de condamner un accusé à mort, ou, dans les affaires au civil, qui décident la partie qui doit avoir gain de cause dans un litige pouvant porter sur des millions de dollars. Un jury a-t-il suffisamment de compétence et un sens suffisant des responsabilités pour prendre ce genre de décisions ? Une quantité impressionnante d'indications portent à le croire.

Des centaines d'études ont évalué la compétence des jurés. Deux professeurs de l'université de Chicago, Harry Kelson et Hans Zeisel, en ont effectué une en 1966 qui portait sur 3 576 procès au pénal et plus de 4 000 au civil et dans le cadre de laquelle ils ont demandé

Suite page 22

## Le procès devant juge et jury : un avis défavorable

Peter van Koppen

*Le procès devant juge et jury est si compliqué et si coûteux que la plupart des accusés sont contraints de négocier leurs aveux dans le cadre de transactions secrètes. Dans les affaires, relativement peu nombreuses, qui se terminent au tribunal, les jurés sont souvent amenés à examiner des questions techniques qui dépassent leur entendement. Peter van Koppen est professeur de psychologie judiciaire dans deux facultés de droit, celle de l'université de Maastricht et celle de la Free University, sises toutes les deux aux Pays-Bas.*

Vous allez un jour en consultation chez votre généraliste. Vous êtes accueilli à la porte de son cabinet par un groupe de douze personnes. Celle qui semble présider le groupe vous annonce gaiement que celui-ci va remplacer votre médecin pendant un mois. Sûre d'elle, elle ajoute : « Ne vous inquiétez pas, cher ami, ce que font les médecins, la plupart du temps, c'est une question de bon sens. » Quelle serait votre réaction ?

En fait, la présidente du groupe a raison : ce que font les médecins la plupart du temps, c'est une question de bon sens, mais une part importante de leur travail échappe à cette règle. Et c'est précisément cette partie-là de leur travail qui revêt une importance vitale. Ce qui est encore plus important peut-être, c'est que votre médecin est capable de repérer un cas difficile et insolite, ou un état dangereux, parmi l'ensemble des pathologies courantes.

L'accusé qui entre dans la salle d'audience et qui a refusé de négocier un aveu fait lui aussi face à un groupe de personnes enthousiastes : les

Suite page 26



aux juges qui présidaient les audiences de se prononcer sur la culpabilité des accusés avant de connaître le verdict rendu par le jury. Selon cette étude aujourd'hui classique, juges et jurys sont arrivés à la même conclusion dans 80 % des cas.

Qu'en était-il des 20 % restants? Les auteurs ont montré que les jurés comprenaient les éléments de preuve et le droit dans ces cas-là, mais que leurs perspectives et leurs valeurs différaient tout simplement de celles des juges. En bref, les premiers se conformaient aux normes de la collectivité tandis que les seconds appliquaient des normes juridiques. Ces résultats ont été répétés à maintes reprises.

D'autres études ont comparé les verdicts rendus par des jurys dans des affaires de négligence médicale aux décisions prises indépendamment par des médecins. Les verdicts des jurys correspondaient étroitement aux jugements des médecins. En outre, les jurys prenaient souvent parti pour les accusés, même quand les patients avaient été gravement blessés, ce qui révèle que les jurés ne se laissaient pas attendrir.

Des entretiens détaillés avec des jurés qui ont rendu leur verdict à l'issue de procès au cours desquels des experts avaient donné des témoignages complexes révèlent que leurs délibérations s'étaient accompagnées d'une analyse soigneuse et rationnelle. Ces jurés se rendaient compte que les experts avaient été sélectionnés dans le cadre d'une procédure contradictoire. Ils appliquaient des techniques raisonnables pour évaluer les témoignages des experts, qu'il s'agisse d'évaluer si les dépositions de ces derniers étaient complètes et dénuées de contradiction, de les comparer aux autres éléments de preuve présentés lors des procès et de les mesurer à l'aune de leurs connaissances personnelles et de leur vécu. En outre, la recherche montre que les jurés tiennent compte des points de vue des uns et des autres sur les éléments de preuve pendant leurs délibérations et qu'ils en débattent les mérites relatifs avant de rendre leur verdict.

## LE PROJET RELATIF AUX JURYS DANS L'ARIZONA

J'ai participé à un projet extraordinaire dans le cadre duquel mes co-enquêteurs et moi avons filmé du début à la fin 50 procès au civil dans l'Arizona ainsi que les délibérations des jurys. Ce que nous avons constaté reprend de près les conclusions d'autres études empiriques sur la compétence des jurés. Dans un cas, par exemple, les jurés ont soumis une liste de questions au médecin qui avait témoigné en faveur d'une femme victime de blessures lors de la collision de deux voitures, une Oldsmobile et une Lincoln :

- Pourquoi son dossier médical ne remonte-t-il qu'à deux ans avant l'accident ?
- Outre les dires subjectifs de la patiente, sur quelles analyses ou sur quels autres critères se fondait votre diagnostic de migraine ?
- Quels étaient les symptômes précis de ses migraines ?
- Pourquoi d'autres analyses n'ont-elles pas été effectuées pour écarter l'éventualité d'autres problèmes neurologiques ?
- Son taux de sérotonine dans le cerveau a-t-il été mesuré ?
- Qu'est-ce qui diminue l'effet de la sérotonine ?
- Une intervention chirurgicale est-elle une solution de dernier recours ?

Les questions posées à l'expert accidentologue qui témoignait pour la partie civile dans cette même affaire comprenaient les suivantes :

- Ne sachant pas comment elle était assise ni combien elle pesait, comment pouvez-vous être sûr qu'elle s'est cogné le genou ?
- Si vous connaissiez ces facteurs, est-ce que cela changerait votre estimation de la vitesse, à savoir 4,5 mètres par seconde ?
- Si un corps en mouvement continue de se déplacer et que l'origine de son mouvement était antérieure à la collision, quand ce mouvement a-t-il commencé et sur quoi fondez-vous votre réponse ?

## FILM SÉLECTIONNÉ PAR L'ASSOCIATION DES JURISTES AMÉRICAINS



**Du silence et des ombres**  
(1962) – Prenant parti contre les milieux de Blancs dont il fait partie, l'avocat Atticus Finch (Gregory Peck, à gauche) assure la défense d'un Noir pauvre accusé à tort d'avoir violé une femme blanche d'une petite ville de l'Alabama dans des années 1930. L'histoire, inspirée d'un roman de Harper Lee, est racontée en se plaçant du point de vue de la fille de six ans de Finch, qui commence à acquérir « un sens du bien et du mal, de la justice et de l'injustice, et à comprendre la cruauté du monde et comment faire preuve de courage malgré tout », indique l'Association des juristes américains.

© Reuters/Corbis

- Combien mesurait la personne qui était assise dans le véhicule utilisé dans la simulation de l'accident et combien pesait-elle?
  - Quelle est la marge d'erreur dans votre estimation de 16 km/h?
  - Votre estimation de 50 à 70 millisecondes se fonde-t-elle sur l'estimation de la taille de la bosse?
  - Est-ce que vous concluez que l'Oldsmobile a été ralentie dans sa course et déportée sur la gauche par la Lincoln et, si c'est le cas, comment la plaignante se serait-elle déportée sur la droite et vers l'avant?
- Les délibérations des autres jurys qui avaient été enregistrées dans le cadre de cette étude révélaient le même souci du détail.

### UNE SAGESSE COLLECTIVE

Un grand nombre de raisons logiques portent à croire qu'un groupe de douze personnes sans formation juridique, auxquelles un juge donne des directives et des explications sur le droit, est plus à même de démêler les preuves factuelles et de se prononcer sur une affaire qu'un juge qui ne compterait que sur lui-même.

Les procès mettent souvent en lumière toutes sortes de questions liées au comportement des êtres humains. Par exemple, dans les affaires de viols commis par des connaissances, la question qui se pose est celle du caractère consensuel ou non des rapports sexuels, et non celle de savoir s'ils ont eu lieu ou non. Dans un procès pour meurtre, les preuves qu'un tel acte a été commis sont souvent indiscutables, mais ce qui est moins clair, c'est de savoir s'il était prémédité ou s'il avait été commis dans le feu de l'action, dans le cadre de la légitime défense ou par une personne

atteinte d'une maladie mentale.

Pourquoi penser que les juges sont mieux placés que les jurys pour déterminer la crédibilité d'un témoin qui allègue que tel accusé a prononcé des menaces de mort ou que tel autre avait monté une affaire très complexe visant à gonfler artificiellement le cours de valeurs mobilières ?

Que le verdict soit rendu par un juge ou par un jury, les variables culturelles ne manquent pas. Ainsi, dans une affaire de meurtre mettant en jeu une victime et un accusé afro-américains, un jury composé de ne serait-ce que quelques membres eux-mêmes afro-américains serait-il mieux placé qu'un juge blanc, qui a grandi dans une banlieue blanche, pour comprendre que l'insulte adressée à l'accusé ait pu porter ce dernier à croire que sa vie était en danger ?

Dans l'un des procès filmés dans le cadre du projet mené dans l'Arizona et dans lequel la partie plaignante était une Hispanique blessée dans un accident de voiture, un juré hispanique a dit aux autres membres du jury que les Hispaniques avaient tendance à préférer les chiropracteurs aux médecins allopathes, ce qui pouvait expliquer pourquoi la plaignante n'avait pas consulté un médecin après l'accident, comme on le lui avait recommandé.

Lors d'un autre procès, deux jurés qui s'y connaissaient en réparations automobiles ont été en mesure d'expliquer comment un camion avait pris feu et provoqué l'incendie d'une maison.

Bref, en raison de la diversité de leurs parcours individuels, les jurés peuvent intuitivement mieux comprendre les faits qu'un juge, dont l'expérience liée au contexte précis des événements contestés peut être limitée.

### RÉPONDRE AUX CRITIQUES

Les détracteurs des procès devant juge et jury attirent souvent l'attention sur des affaires sensationnelles. Un cas notoire, remontant à 1994, concernait une plainte déposée par une femme de 79 ans contre la chaîne de restauration rapide McDonald's; cette cliente s'était brûlée

quand elle avait renversé sur elle une tasse de café achetée dans un de ces établissements. Le jury lui avait accordé des dommages punitifs à hauteur de 2,7 millions de dollars, ce qui avait suscité un débat sur les procès motivés par des raisons frivoles.

Or la plupart des gens ignoraient probablement les éléments dont les jurés avaient tenu compte :

- McDonald's vendait son café à une température supérieure d'une dizaine de degrés aux recommandations du fabricant pour répondre à la préférence de sa clientèle.
- Victime de brûlures au deuxième et au troisième degrés sur les organes génitaux, la femme avait dû subir des greffes de peau à plusieurs reprises.
- McDonald's avait déjà reçu plus de 700 plaintes au sujet de la température de son café, mais n'avait jamais consulté de spécialistes du traitement des brûlures.
- Les cadres de McDonald's qui avaient témoigné pendant le procès s'étaient, paraît-il, montrés arrogants et plus que réticents à l'idée de modifier leur stratégie de marketing (encore qu'après le verdict McDonald's ait effectivement vendu son café à une température moins brûlante).
- Le montant des dommages punitifs octroyés par le jury, soit 2,7 millions de dollars, était équivalent à deux jours seulement de recettes sur la vente de café dans l'ensemble des établissements de McDonald's. En outre, le juge a ramené ce montant à 480 000 dollars.

Ce procès intenté contre McDonald's nous rappelle qu'il s'agit d'un procès « devant un juge et un jury » ; c'est le premier qui contrôle les témoignages qu'entend le second, qui l'instruit sur les points de droit et qui examine soigneusement le verdict rendu avant de prononcer le jugement.

Bien d'autres critiques des verdicts rendus par un jury, au pénal comme au civil, qu'on peut lire dans la presse et sur les sites Internet ne résistent

pas longtemps, elles non plus, à l'examen méticuleux de la question. Un jury peut effectivement commettre des erreurs, comme un juge ou tout autre responsable, mais des preuves tangibles indiquent que, dans l'ensemble, les jurés s'acquittent particulièrement bien de leur mission. D'ailleurs, les sondages réalisés auprès de juges américains qui président des procès devant juge et jury révèlent que ces derniers appuient le principe du jury avec enthousiasme et à une écrasante majorité.

### **CRIMINALITÉ, NÉGLIGENCE ET COLLECTIVITÉ**

Les procès concernent des événements qui affectent la collectivité dans laquelle ils se déroulent. Le fait que des membres de la collectivité décident de la culpabilité ou de la non-culpabilité de l'accusé, ou qui a fait preuve de négligence, confère une légitimité certaine au verdict, en particulier quand l'affaire prête à controverse.

Les jurés que j'ai interviewés dans le cadre des nombreuses enquêtes que j'ai effectuées au cours des quarante dernières années se disent systématiquement enclins à accepter le verdict d'un jury qui a écouté les témoignages donnés pendant le procès, même quand ce verdict n'est pas compatible avec l'opinion qu'ils s'étaient faite en lisant les journaux et en regardant les informations télévisées sur l'affaire.

De surcroît, des travaux de recherche ont montré de manière on ne peut plus convaincante que les gens qui avaient fait partie d'un jury non seulement appréciaient davantage le système judiciaire, mais qu'ils participaient davantage aussi aux affaires civiques et qu'ils étaient plus enclins à faire du bénévolat.

Bref, des preuves tangibles indiquent non seulement que les jurés sont des décideurs compétents, mais aussi que le système des jugements par jury constitue une institution démocratique importante. ■

---

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

## FILMS SÉLECTIONNÉS PAR L'ASSOCIATION DES JURISTES AMÉRICAINS



**Les Sentiers de la gloire** (1958) – Kirk Douglas, ci-contre, joue le rôle du colonel Dax, un officier de l'armée française pendant la Première Guerre mondiale, qui défend trois de ses hommes traduits devant une cour martiale pour lâcheté. Les trois hommes sont des boucs émissaires désignés par des généraux pour être exécutés en public et servir d'exemple à d'autres soldats qui ont battu en retraite lors d'une mission suicidaire menée contre des troupes allemandes. Selon l'Association des juristes américains: « La disposition géométrique du tribunal illustre la structure hiérarchique du pouvoir et sert de cadre à la condamnation par Dax d'un système judiciaire qui est lui-même criminel. »

© Bettmann/Corbis

Le procès devant juge et jury: un avis défavorable (suite de la page 20)

jurés. Ils sont présents pour évaluer les éléments de preuve et décider de la culpabilité de l'accusé. La question est de savoir si la formule du jury est meilleure que l'autre. Ce que j'entends par « l'autre », je l'expliquerai bientôt.

Assurément, tout le monde préférerait avoir affaire à un généraliste diplômé plutôt qu'à son équivalent dans un jury, et la remarque vaut pour pratiquement toutes les professions. La première question qu'on se pose est la suivante: des profanes sont-ils capables de prendre des décisions ou de rechercher les faits dans les affaires pénales? Pour répondre à cette question, permettez-moi de disséquer le problème auquel doit faire face le jury dans un procès d'assises. Un jury doit décider où se trouve la vérité. Les avocats américains s'empressent de répondre qu'un tel procès a pour

enjeu non pas la vérité, mais une certaine version de la vérité: quelle partie présente l'argument le plus convaincant sur la vérité?

La tâche que doit accomplir un jury ne diffère pas beaucoup de celle qui attend un scientifique. Un scientifique doit procéder à des inférences, à partir d'éléments observables, sur des situations qui ne peuvent pas faire l'objet d'une observation directe. C'est précisément ce qu'on attend d'un jury: qu'il prenne une décision au sujet de la culpabilité d'un accusé en s'appuyant sur les éléments de preuve présentés au cours du procès. C'est une entreprise scientifique qui dépasse l'aptitude intellectuelle de la plupart des profanes qui sont convoqués comme jurés.

Les adeptes des jugements par jury ont tendance à citer une étude historique effectuée en

1966 par Harry Kalven et Hans Zeisel aux États-Unis. Lors d'un grand nombre de procès, pendant que le jury délibérait, ils ont demandé au juge qui avait présidé seul les audiences de se prononcer sur la culpabilité de l'accusé. Or, dans la plupart des cas, juges et jurys rendaient le même verdict.

### **L'IMPORTANCE DE LA FORMATION**

Cette étude mérite quelques remarques. Comme dans l'exemple du médecin, le juge professionnel et le jury peuvent parvenir à la même conclusion la plupart du temps, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont d'accord dans les affaires les plus importantes, celles dans lesquelles la prise de décisions sur les faits en jeu présente des difficultés et où les connaissances et une formation comptent pour beaucoup.

Pourquoi se tourner vers le juge pour évaluer la qualité des décisions prises par les jurys? Cela suppose deux choses: la première, c'est que les juges font si bien leur travail qu'ils peuvent servir de critères pour l'évaluation du jury; la seconde, c'est que la connaissance du droit faciliterait la prise d'une décision dans les cas où le jury achopperait sur un problème particulier. Ce second postulat reflète un vice de raisonnement courant. La décision d'un jury est une décision purement factuelle qui revêt la forme d'une décision scientifique. Or, il importe de le noter, le droit n'a strictement rien à voir avec cette décision. Celle-ci peut être affectée par toutes sortes de règles juridiques – concernant, par exemple, les éléments de preuve qui peuvent être présentés au jury ou ceux dont il peut tenir compte quand il prendra sa décision – mais cela ne veut pas dire que la décision est en soi une décision juridique. Les partisans des jugements par jury rétorqueront alors que la norme à appliquer dans les procès d'assises, celle de la culpabilité au-delà d'un doute raisonnable, est une règle juridique. Il n'en est rien. La règle à suivre est apparentée à celle qui est couramment appliquée dans les sciences, il n'y a que le nom qui change. En psychologie, par exemple, on parle de « niveau de signification ».

Par ailleurs, les juges qui font cavalier seul ne sont pas les personnes qui doivent servir de critères pour la prise de décisions scientifiques. En premier lieu, la comparaison serait plus valable si on avait affaire à un groupe de juges. Dans la plupart des pays, les affaires qui ne sont pas soumises à un jury sont décidées par des groupes de trois à cinq juges. En second lieu, les juges ne sont-ils pas aussi profanes que les jurés en matière de prise de décisions factuelles? En général, ceux qui font des études de droit choisissent cette filière parce qu'ils n'aiment pas raisonner comme des scientifiques, ou qu'ils n'aiment pas les maths, ou qu'ils détestent faire des expériences. Sans aucun doute, le raisonnement juridique s'écarte considérablement du raisonnement scientifique.

À cet égard, les juges ne sont donc peut-être pas plus qualifiés que les jurés en matière de recherche des faits, à moins d'avoir été formés. Or dans les pays qui comptent sur des magistrats professionnels, ceux-ci bénéficient d'une formation spéciale. En fait, quand je suis appelé à faire une déposition en tant que témoin expert dans mon petit pays, je me retrouve souvent face à un juge, voire plus d'un, qui a suivi le cours que j'enseigne sur les déclarations des témoins, l'identification des éléments de preuve et leur évaluation. Comment les partisans des jugements par jury peuvent-ils arguer que la formation ne compte pas quand il s'agit de résoudre les problèmes compliqués qui peuvent se présenter dans certaines affaires pénales? Pourquoi font-ils semblant d'ignorer que le nombre d'erreurs judiciaires connues est plus élevé dans les pays dotés d'un système de jugement par jury, tels les États-Unis et la Grande-Bretagne, que dans les pays européens qui n'ont pas opté pour ce système?

### **DES INCONVÉNIENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Le procès devant juge et jury comporte des inconvénients supplémentaires qui sont rarement discutés. D'abord, cette forme de procès est plus compliquée que celle où le verdict est rendu par un juge ou par un groupe de juges. Les pressions

qui s'exercent sur l'avocat de la défense sont plus fortes. Dans les procès devant juge et jury, les avocats doivent être de plus haut calibre, mais la plupart des accusés aux États-Unis sont trop pauvres pour se payer les services d'un bon avocat. Dans les pays où ce sont des magistrats qui rendent un verdict, le fait d'être représenté par un avocat relativement médiocre constitue un inconvénient moindre pour l'accusé.

Ensuite, le procès devant juge et jury est gros consommateur de temps et de main-d'œuvre. En fait, il coûte tellement cher qu'il ne peut être conservé que si la vaste majorité des affaires sont traitées différemment. Aux États-Unis, la négociation de l'aveu, c'est-à-dire la conclusion d'un accord entre le procureur et la défense, brièvement vérifié par le juge, remplit cette fonction. Dans la pratique, la plupart des affaires se terminent sans que personne n'ait vraiment pesé le pour et le contre des preuves, à l'abri des regards du public et en donnant un pouvoir disproportionné au ministère public.

Bref, dans ce système, la plupart des affaires sont traitées en secret, tandis qu'un nombre minuscule d'affaires sont décidées par des petits groupes de personnes qui appliquent à des problèmes complexes, dépassant leur niveau de formation, les idées que leur suggère leur bon sens. ■

---

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

## FILMS SÉLECTIONNÉS PAR L'ASSOCIATION DES JURISTES AMÉRICAINS



### La Passion de Jeanne d'Arc (1928)

– Maria Falconetti joue le rôle de Jeanne d'Arc dans ce film muet qui reconstitue « avec une force visuelle implacable » le procès de la sainte et sa mise à mort au bûcher après son arrestation par les Anglais au XV<sup>e</sup> siècle. D'après l'Association de juristes américains, le film donne de Jeanne d'Arc l'image d'une « figure solitaire et incorruptible dans un monde entaché d'injustice ».

© Getty Images

**Le Procès** (1962) – En portant à l'écran le roman de Kafka traitant de l'injustice et de la corruption, le réalisateur Orson Welles présente le cauchemar vécu par un certain Joseph K., joué par Anthony Perkins, qui est arrêté, traduit en justice et condamné à mort sans jamais savoir de quoi il a été accusé. « Cette épreuve judiciaire ici présentée est infligée non seulement à Joseph K. mais également au spectateur », fait remarquer l'Association de juristes américains.



© John Springer Collection/Corbis

# Le rôle du procureur

Shane Read



© AP Images/Dana Verkouteren

*Lors d'un procès, le procureur n'a pas seulement pour objectif de convaincre les jurés des arguments du ministère public prouvant que l'accusé est bien l'auteur des faits incriminés. Il doit également veiller à ce qu'aucun innocent ne soit condamné. Shane Read est procureur fédéral à Dallas (Texas) et l'auteur de l'ouvrage intitulé Winning at Trial.*

**L**ors d'un procès, le rôle du procureur est de représenter le ministère public et de prouver que l'accusé est coupable des faits pour lesquels il a été inculpé. Cet article porte sur la tâche qui incombe au procureur dans la salle d'audience et donne quelques exemples tirés de l'un des procès les plus célèbres des États-Unis.

Un procès se compose de cinq grandes parties : la sélection du jury, l'exposé introductif, l'interrogatoire des témoins par la partie qui les a fait citer à comparaître,

le contre-interrogatoire et le réquisitoire. Au début d'un procès, le juge réunit une quarantaine de jurés dans la salle d'audience, afin d'en sélectionner 12 qui puissent faire preuve d'impartialité. Pour effectuer cette sélection, le procureur a le droit de poser des questions aux jurés. Il peut par exemple demander : « Avez-vous déjà été maltraité par des policiers ou est-ce que vous-même ou un membre de votre famille avez été condamnés pour une infraction que vous n'auriez pas commise ? » Si un juré répond oui à l'une de ces questions, le procureur le questionne davantage afin de déterminer s'il pourra se montrer équitable malgré son expérience passée.

Une fois les membres du jury sélectionnés, le procureur présente un exposé introductif. Il s'agit en fait d'un discours dans lequel le procureur indique au jury quels éléments de preuve il leur présentera afin d'établir la culpabilité de l'accusé. L'un des meilleurs exposés introductifs - du fait de son pouvoir de persuasion et de sa

structure - a été présenté par le procureur Joseph Hartzler lors du procès de Timothy McVeigh. Ce dernier été jugé pour avoir organisé l'attentat à la bombe qui a détruit un bâtiment de l'État fédéral à Oklahoma City, dans la matinée du 19 avril 1995. Ce matin-là, il avait garé devant le bâtiment une camionnette de location remplie d'explosifs qu'il avait lui-même fabriqués. Il est sorti de cette camionnette, qui, en explosant un peu plus tard, a tué 168 personnes, dont 19 enfants.

Si cet exposé introductif a été aussi convaincant, c'est parce que le procureur a commencé par capter immédiatement l'attention des jurés, afin que ceux-ci aient envie de prendre connaissance des éléments de preuve détaillés qui leur seraient présentés par la suite au cours du procès. Il a commencé par évoquer les dernières heures de la vie d'un jeune enfant que sa mère allait déposer à la crèche se trouvant dans le bâtiment qui devait exploser. Il a ainsi souligné à l'intention du jury la violence impitoyable dont avait fait preuve Timothy McVeigh à l'égard de la plus innocente des victimes, à savoir un enfant.

Le procureur a ensuite indiqué au jury comment il allait établir sa culpabilité. Le fait qu'il n'existe aucun témoin ayant vu sortir McVeigh de la camionnette bourrée d'explosifs posait problème, mais le procureur disposait de pièces à conviction, comme les reçus de la location de la camionnette, ainsi que du témoignage d'anciens amis qui l'avaient vu acquérir du matériel nécessaire à la fabrication des explosifs et à qui il avait expliqué ce qu'il allait faire.

### LA COMPARUTION DES TÉMOINS

Après l'exposé introductif du procureur, c'est au tour de l'avocat de la défense de faire de même. Le procureur entame ensuite la partie la plus décisive du procès. Il

appelle à comparaître les témoins qui expliquent au jury ce qu'ils ont vu ou entendu et qui prouvent la culpabilité de l'accusé. Le procureur peut demander aux témoins d'identifier des photos, des documents, des schémas ou des objets qui prouvent que l'accusé a commis le crime en question. Lors du procès de Timothy McVeigh, l'un des principaux témoins était une amie intime, Lori Fortier. Le procureur lui a posé des questions sur la fois où Timothy McVeigh lui avait montré à l'aide d'un schéma comment il allait fabriquer les explosifs. Lori Fortier a également expliqué au jury comment il avait essayé de la persuader de lui prêter main forte. Elle a dit avoir refusé.

Lorsque le procureur a fini de présenter ses arguments au jury, l'accusé a le droit -- mais non l'obligation -- d'apporter des preuves de son innocence. Lorsque la défense le fait, le procureur a la possibilité, dans le cadre de l'interrogatoire contradictoire, de poser aux témoins des questions qui mettent en doute la véracité de leurs dépositions. L'avocat de Timothy McVeigh a essayé de présenter des éléments de preuve montrant que le meurtre avait en fait été commis par un inconnu, mais, grâce au questionnement logique des témoins, le procureur a pu établir que c'était bien lui l'auteur de l'attentat. Il a été jugé coupable en 1997 et exécuté en 2001.

Le rôle du procureur se termine par un réquisitoire à la fin du procès. Comme pendant l'exposé introductif, il s'adresse alors au jury. Il récapitule ce que les témoins ont dit et montré au jury et explique ensuite pourquoi l'accusé doit être reconnu coupable. Cela étant, le rôle du procureur n'est pas d'obtenir une condamnation à tout prix, mais de faire régner la justice afin qu'aucun innocent ne soit condamné à tort. ■

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues du ministère de la justice des États-Unis.*

## LA FONCTION DE JURÉ AUX ÉTATS-UNIS

Proportion des adultes qui ont exercé la fonction de juré au cours de leur vie: 29 %

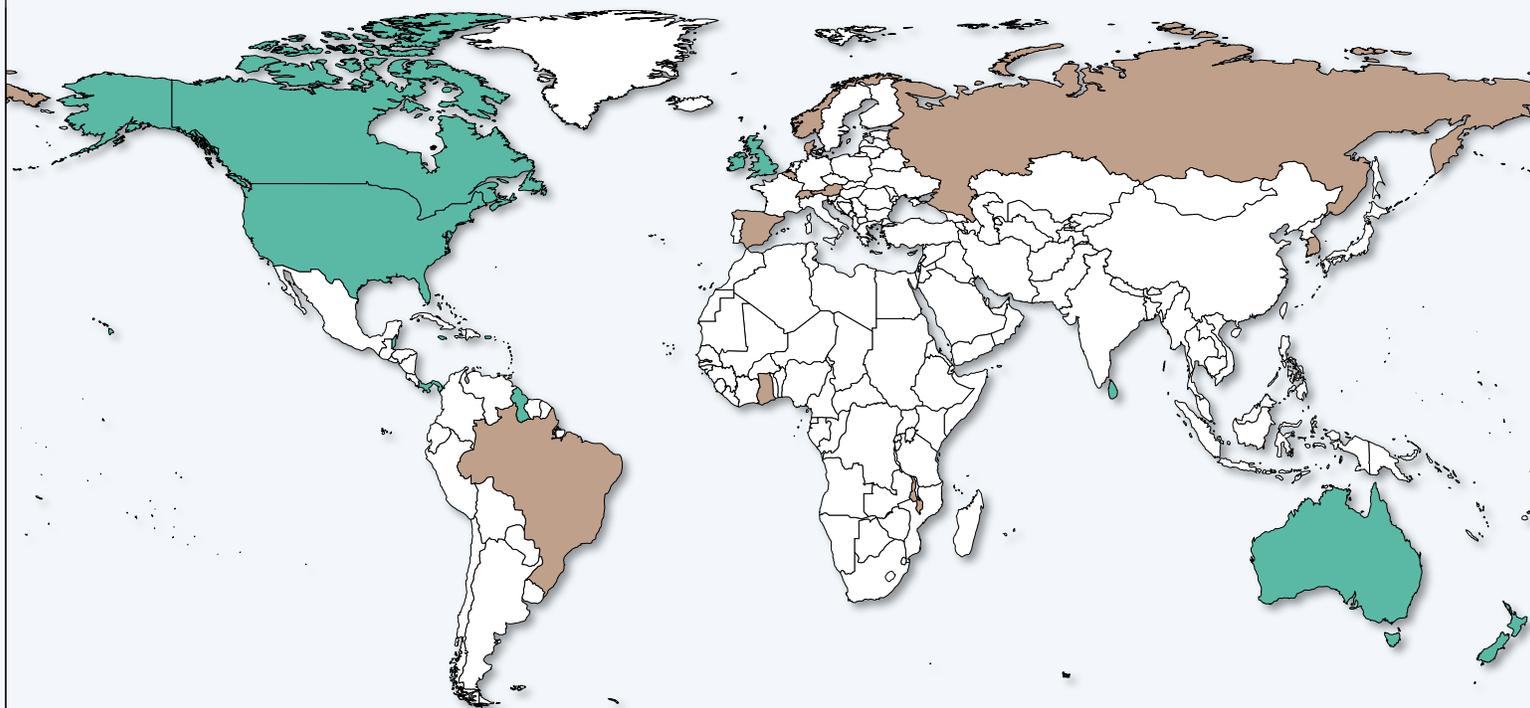
Source: *Jury Service: Is Fulfilling Your Civic Duty a Trial?* (juillet 2007), National Center for State Courts.

\*\*\*\*\*

Rémunération journalière moyenne d'un juré: \$22 (approximativement 25 % du revenu journalier par habitant)

Source: *State-of-the-States Survey of Jury Improvement Efforts* (April 2007), National Center for State Courts.

# Le jury de jugement à travers le monde



## Pays, territoires et protectorats de droit coutumier

Anguilla	Gibraltar	Îles Marshall	Royaume-Uni
Antigua	Grenade	Îles Vierges britanniques	Saint-Christophe-et-Nevis
Australie	Grenadines	Irlande	Sainte-Hélène
Bahamas	Guam	Jamaïque	Sainte-Lucie
Barbuda	Guyana	Jersey	Saint-Vincent
Belize	Hongkong	Malte	Samoa américaines
Bermudes	Îles Turks et Caicos	Montserrat	Sri Lanka
Canada	Îles Cayman	Nouvelle-Zélande	Tonga
Dominique	Îles Cook	Panama	Tortola
États-Unis	Île de Man	Porto-Rico	Trinidad
	Îles Mariannes du Nord		

## Pays et territoires qui ont recours au jury uniquement pour certaines catégories de crime

Autriche	Corée	Ghana	Norvège
Belgique	Danemark	Guernesey	Russie
Brésil	Espagne	Malawi	Suisse

# Le rôle de l'avocat de la défense

Barry Pollack



© William Hennessy/epa/Corbis

*Lorsqu'un accusé accepte le risque d'un procès plutôt qu'une peine transactionnelle, un avocat compétent peut mettre en échec les moyens extraordinaires mis en œuvre par le ministère public. Barry Pollack est avocat au cabinet Miller Chevalier (Washington) Il représente des sociétés et des personnes physiques mises en examen ou citées à comparaître.*

Le système judiciaire pénal des États-Unis confère des pouvoirs extraordinaires au ministère public, tout en lui imposant des contraintes importantes. Ces pouvoirs comme ces contraintes représentent des défis difficiles pour les avocats de la défense.

La procédure pénale accorde des droits importants à tout accusé dès son inculpation. Par exemple, un avocat lui sera commis d'office s'il ne peut pas le rémunérer lui-même. Mais les sanctions pénales peuvent être lourdes, même pour les non-récidivistes condamnés du chef d'une infraction non violente. Les procureurs ont une grande latitude pour transiger avec la défense, par exemple en proposant des chefs d'accusation moindres

et une peine allégée, en contrepartie d'une confession ou du témoignage d'un accusé contre un tiers poursuivi. En exerçant ce pouvoir quasiment discrétionnaire de réduction des chefs d'accusation et d'allègement des sanctions, et en faisant jouer la menace d'une lourde peine, les procureurs disposent d'un important levier pour obtenir une condamnation sans avoir à soumettre les faits à un examen contradictoire lors du procès.

Deux exemples récents illustrent bien l'écart entre le sort réservé à ceux qui acceptent une transaction et ceux qui exigent un procès. Le directeur financier du géant des télécommunications MCI/Worldcom s'était rendu coupable d'irrégularités comptables manifestes. Ayant reconnu les faits, il s'est vu condamner à cinq années d'emprisonnement. Le directeur général de cette même société a tenu à être jugé devant un tribunal. Reconnu coupable, il a été condamné à vingt-cinq ans de réclusion. De même, le directeur financier de la société Enron a plaidé coupable dans une affaire de falsification de comptabilité. Il a été condamné à six années d'emprisonnement. À l'issue d'un procès, un autre

dirigeant de cette même société a été condamné à vingt-quatre ans de réclusion.

Le risque encouru par ceux qui exigent un procès en bonne et due forme est élevé, mais ce choix peut s'avérer judicieux. Lors du procès, la charge de la preuve repose sur le ministère public, qui doit convaincre chacun des douze jurés. La défense peut exiger la production de documents et des éléments matériels de la preuve. Elle peut également exiger la comparution des témoins. Toutefois, la défense avance souvent à l'aveuglette, car les témoins n'ont pas à lui parler avant le procès, et le ministère public n'est tenu que de communiquer les éléments de preuve dont il dispose. Par ailleurs, tout témoin peut refuser de témoigner si ses déclarations sont susceptibles de l'incriminer. Contrairement au ministère public, la défense ne peut pas forcer un témoin à témoigner en lui garantissant qu'il ne fera l'objet d'aucune poursuite. Il est donc très difficile aux accusés de prouver leur innocence. La défense cherche plutôt à mettre en évidence les insuffisances des éléments présentés par le ministère public et à semer le doute dans l'esprit des jurés.

L'avocat de la défense a tout à la fois le droit et le devoir de présenter l'ensemble des faits et arguments favorables à l'accusé, sachant toutefois qu'il ne saurait présenter des témoignages dont il connaîtrait à l'avance le caractère frauduleux.

### **FAIRE FACE AU MINISTÈRE PUBLIC**

Devant les tribunaux fédéraux, le taux de condamnation en matière pénale est d'environ 90 %. Les obligations qui pèsent sur le ministère public lors du procès peuvent toutefois s'avérer très lourdes si l'avocat de la défense est compétent et qu'il dispose de ressources suffisantes pour enquêter sur les faits et ne rien concéder. Ceux qui ont le courage de contester les preuves présentées par le ministère public lors d'un procès sont donc parfois récompensés par un acquittement pur et simple. Peu habitué à ce que les preuves qu'il avance soient contestées, le ministère public a parfois la mauvaise surprise de découvrir que les témoins sont moins catégoriques qu'il ne le pensait ou que les éléments de preuve présentés peuvent s'interpréter en faveur de l'accusé comme à son détriment.

Cela fait vingt ans que je suis avocat de la défense dans des affaires pénales. Dans la plupart des affaires auxquelles j'ai participé, le résultat s'est avéré équitable et la procédure irréprochable. Les exceptions ont été rares.

Les poursuites diligentées contre les dirigeants

d'Enron illustrent bien les pouvoirs dont dispose le ministère public comme les contraintes auxquelles il est soumis. Accusée d'activités frauduleuses répétées, la société Enron a été rapidement condamnée par l'opinion publique en raison de ses irrégularités comptables et de l'idée que les dirigeants étaient des escrocs qui s'étaient enrichis au détriment des petits actionnaires.

Le ministère de la justice des États-Unis a déployé des ressources considérables pour diligenter les poursuites liées à l'affaire Enron. Une centaine de personnes ont été mises en examen. Vingt d'entre elles ont plaidé coupable et une douzaine de dirigeants ont fait l'objet d'un procès. Ces actions n'ont pas toujours tourné à l'avantage du ministère public. Deux personnes ont été acquittées de tous les chefs d'accusation. Dans plusieurs autres cas, le jury n'a pas réussi à aboutir à une décision. Enfin, certaines condamnations ont été infirmées en appel. Toutefois, le ministère public a obtenu la condamnation des deux principaux dirigeants d'Enron.

Mon client, un ancien comptable d'Enron dont les moyens étaient limités, aurait pu choisir de plaider coupable et de recevoir une peine relativement modeste, mais il croyait fermement en sa propre innocence. Malgré les moyens déployés par le ministère public, le mépris des habitants de Houston (et des membres du jury) et la probabilité de devoir passer plusieurs années en prison s'il était reconnu coupable, ne serait-ce que pour l'un des chefs d'accusation, mon client a décidé de faire face au ministère public et de l'obliger à prouver sa culpabilité. Pour défendre sa cause, j'ai procédé à l'interrogatoire contradictoire des témoins à charge, dont la plupart avaient reçu la promesse qu'ils ne seraient pas poursuivis en contrepartie de leur témoignage. J'ai également aidé à préparer la défense de mon client, notamment en faisant témoigner des experts en comptabilité. mais surtout je l'ai aidé à préparer son propre témoignage.

Au bout du compte, le jury a reconnu son innocence à l'unanimité, sur tous les chefs d'accusation. Pour ceux qui, comme mon client, ont le courage d'accepter les risques importants d'un procès pénal devant un jury, le système a démontré sa capacité à fonctionner de manière satisfaisante. ■

---

*Nathan Lankford, du cabinet Miller Chevalier, a contribué à la rédaction du présent article.*

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

## FILMS SÉLECTIONNÉS PAR L'ASSOCIATION DES JURISTES AMÉRICAINS

**Le Faux Coupable** (1957) – Ce film d'Alfred Hitchcock, qui se fonde sur une histoire véridique, présente l'épreuve subie par le musicien Manny Ballestero (Henry Fonda, à gauche), arrêté et poursuivi en justice pour le cambriolage d'une société d'assurance qu'il n'a pas commis. La traduction devant la justice met à rude épreuve l'accusé innocent et, encore plus sa femme, qui est mise dans un établissement psychiatrique. Ce film montre, d'après l'Association de juristes américains, que les terribles lourdeurs bureaucratiques de l'appareil judiciaire « peuvent être aussi préjudiciables sur le plan psychologique qu'une injustice pure et simple ».



© John Springer Collection/Corbis



**M** (1931) – Dans ce procès, le juge et les jurés sont les plus grands criminels de Berlin, qui rendent leur verdict dans un entrepôt contre Hans Beckert, joué par Peter Lorre, un tueur en série qui s'en prend à des enfants. Les criminels sont bien résolus à faire régner leur propre forme de justice en se débarrassant de Hans Beckert, dont les actes odieux ont amené la police à faire obstacle à leurs activités illégales. D'après l'Association du barreau américain (ABA), ce film montre « de façon frappante à quel point la justice peut-être en réalité compliquée et difficile à rendre ».

© CinemaPhoto/Corbis

# Le perfectionnement de l'institution du procès devant juge et jury

Gregory Mize

*Deux associations proposent des principes visant à accroître la représentativité des jurys et à améliorer le déroulement des audiences afin de permettre aux jurés de mieux comprendre les dossiers complexes. Après avoir exercé les fonctions de juge à Washington, Gregory Mize est actuellement membre du Centre national des tribunaux d'État.*

**B**ien que les États-Unis aient déclaré leur indépendance de la Grande-Bretagne en 1776, ils ont maintenu l'institution britannique du jury au centre de leur système judiciaire. Méfiants à l'égard des pouvoirs de l'État, les Américains ont adopté une Constitution fédérale et des Constitutions des États fédérés prévoyant que la culpabilité ou la non-culpabilité d'un accusé sera décidée de préférence par un jury composé de ses pairs. Il en est de même de la détermination des responsabilités dans les affaires civiles.

Au cours des siècles qui ont suivi, la population américaine est restée fermement convaincue du bien fondé du système de jugement par un jury, alors même que cette procédure restait empreinte des principes et des pratiques du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, les juges, les procureurs et les avocats ont-ils cherché à maintenir leur contrôle sur les débats, en utilisant souvent un jargon incompréhensible et en exigeant que les autres participants au procès se conforment aux procédures sans recevoir d'explication. Maîtres des débats, les juges exigeaient que les jurés-citoyens gardent le silence et qu'ils restent totalement passifs jusqu'au moment de rendre leur verdict.

Ces pratiques sont en train de changer. Depuis le début des années 1990, la presse, notamment la presse juridique, n'hésite plus à critiquer l'institution du procès devant juge et jury, notamment dans les affaires civiles. Certaines parties poursuivies en justice de manière régulière, notamment des entreprises, ont fait valoir que les dommages-intérêts excessifs et manifestement infondés accordés par certains jurys sont la preuve que cette institution a fait son temps. Les avocats et leurs clients, que les affaires soient civiles ou pénales, se plaignent que la composition socioprofessionnelle des jurys n'est

pas à l'image de la population : les minorités et certaines catégories socioprofessionnelles seraient sous-représentées.

## LES AMÉLIORATIONS PROPOSÉES

Pour répondre à ces critiques, qu'elles soient fondées sur la réalité ou sur une simple apparence, l'Association des juristes américains (ABA) et le Centre national des tribunaux d'État (NCSC) ont lancé une initiative visant à convaincre les juges, les procureurs et les avocats d'améliorer leurs méthodes et d'accroître la confiance du public dans le système. Après avoir constitué un groupe de travail composé de praticiens des tribunaux et des spécialistes du fonctionnement des jurys, l'ABA a publié un guide de bonnes pratiques intitulé *Principles for Juries and Jury Trials*. Ces principes constituent désormais la référence des bonnes pratiques de jugement par jury aux États-Unis. Grâce au Centre d'études sur les jurys du NCSC et au soutien d'un nombre croissant de juges et d'avocats dans l'ensemble des États-Unis, ils forment désormais la base de la doctrine et des méthodes enseignées lors des cours de formation des juges du siège et des membres du barreau.

Certains de ces principes sont décrits ci-dessous à titre d'exemple.

Principe n° 2 : « Les citoyens ont le droit d'être juré, et on doit faciliter leur participation. » Ce principe rappelle que le droit de participer à un jury ne doit pas être limité ou refusé sur la base de l'appartenance raciale, du sexe, de l'âge, de l'origine nationale, d'un handicap ou de l'orientation sexuelle du juré éventuel. Il est recommandé que la durée du service en tant que juré soit « la plus courte possible compte tenu des exigences de la justice. » En outre, les citoyens appelés à servir doivent recevoir une rémunération raisonnable pour les aider à couvrir certaines dépenses induites telles que les frais de déplacement, de repas et de garde des enfants.

Le principe n° 7 prévoit que les tribunaux doivent garantir le droit des jurés au respect de leur vie privée. Il est donc recommandé que les tribunaux assurent la confidentialité des informations personnelles des jurés

sélectionnés, sauf lorsqu'il existe une raison légitime d'agir autrement. Ce principe encourage les tribunaux à interroger les jurés éventuels hors de la présence des autres jurés, par exemple en ce qui concerne leur expérience dans des domaines pouvant être à l'origine d'un conflit d'intérêt ou si l'affaire porte sur des sujets délicats et personnels.

Le principe n° 10 invite les tribunaux à mettre en œuvre une procédure transparente, objective et souple afin de sélectionner un ensemble de jurés représentatifs. Répondant à la critique que trop de jurys ne reflètent pas la composition démographique de la population locale, qu'il s'agisse de l'appartenance raciale, du sexe ou du niveau de revenu des jurés, ce principe énonce très clairement qu'aucune personne ne saurait être relevée de son obligation de servir en tant que juré du fait de ses responsabilités professionnelles. Les médecins, les juristes, les officiers de police, les hommes politiques et les représentants d'autres catégories professionnelles ne sauraient être dispensés par principe de s'acquitter de l'obligation légale de participer à un jury. Par ailleurs, le principe n° 10 indique que les tribunaux doivent utiliser des listes d'origines variées pour établir la liste des jurés éventuels, y compris des listes de titulaires de permis de conduire, des listes électorales et des listes de contribuables. L'objectif est de disposer d'un échantillon le plus représentatif possible de la population locale. Ce principe permet aux tribunaux qui convoquent un ensemble représentatif de jurés de confirmer au public que l'accusé sera jugé par un jury composé de ses pairs.

## CLARIFIER LES DÉBATS

Pour répondre à la critique que les jurés ne sont pas suffisamment compétents pour comprendre les faits et le droit applicable dans de nombreuses affaires, notamment celles concernant des transactions financières complexes ou des procédures médicales spécialisées, plusieurs principes encouragent les juges à ne pas être de simples arbitres. De leur côté, les avocats et les procureurs sont invités à ne pas se conduire uniquement comme des adversaires.

Ainsi, le principe n° 13 recommande que le tribunal et les parties « aident les jurés à comprendre les faits et le droit de manière efficace » durant toute la durée du procès. Ce principe recommande en particulier que les jurés soient autorisés à prendre des notes, à recevoir des cahiers contenant les instructions du juge et les pièces du dossier, à soumettre des questions par écrit aux témoins dans les affaires civiles et à discuter les éléments de preuve entre eux durant les longs débats des procès civils.

Le principe n° 6 indique qu'avant même la présentation des éléments de l'affaire, le tribunal devrait fournir une formation aux citoyens convoqués en tant que jurés. Cette formation porterait sur les aspects fondamentaux de la procédure et serait dispensée au moyen de différents supports écrits, oraux et audiovisuels. Par ailleurs, ce même principe invite les tribunaux à ne pas se contenter de donner des instructions résumées à la fin des débats. Il leur est demandé de donner également, avant les débats, des instructions sur les notions fondamentales et sur la procédure. Il est souvent reproché aux juges, aux procureurs, aux avocats et aux experts judiciaires d'utiliser un jargon incompréhensible. Pour

## LA FONCTION DE JURÉ AUX ÉTATS-UNIS

Proportion des procès civils où le demandeur a eu gain de cause : 49 % (en 2005)

Montant moyen des dommages-intérêts obtenus par les demandeurs qui ont eu gain de cause : 28 000 dollars (en 2005)

**Source :** *Civil Justice Survey of State Courts* (2005), Centre national des tribunaux d'État.

mettre fin à cette critique, les principes prévoient que les tribunaux donnent leurs instructions aux jurés « dans un langage simple et compréhensible ».

Il est de coutume que les juges évitent d'apporter une aide concrète aux jurés durant leur délibération, même si ceux-ci éprouvent des difficultés à aboutir à un verdict. Le principe n° 16 recommande que les tribunaux, en consultation avec les avocats et le ministère public, offrent une assistance avisée aux jurés « en cas d'impasse manifeste. » Ce principe remet en cause la pratique séculaire de passivité et de silence du juge lorsqu'un jury

fait savoir qu'il a des difficultés à trouver un accord. Le principe n° 16 recommande que les juges, les avocats et les procureurs apportent leur soutien aux jurés avec empathie durant les délibérations, lorsque le besoin de clarification est généralement le plus manifeste.

Considérée comme un trésor national aux États-Unis, l'institution du procès devant juge et jury continue de faire l'objet de perfectionnements. ■

---

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

# Le rôle du témoin

Maurice Possley



© AP Images/Bill Robles

*La façon dont un témoin présente les éléments factuels d'une affaire judiciaire peut influencer les sentiments d'un jury. Maurice Possley est un journaliste qui a travaillé au quotidien The Chicago Tribune pendant près de vingt-cinq ans avant de prendre sa retraite en 2008. Il est l'auteur de deux ouvrages et le lauréat d'un prix Pulitzer.*

La déposition d'un témoin constitue l'un des moyens de preuve les plus importants qui soient examinés devant un tribunal américain. Elle peut non seulement être porteuse d'informations, mais également influencer les sentiments des jurés qui examinent l'affaire et qui devront rendre leur verdict.

Que cette déposition émane de la victime d'un crime qui raconte comment elle a été dévalisée ou violée ou blessée par balles, ou bien d'une mère dont le fils, le frère, la sœur ou le mari a été assassiné, ou encore d'un passant

qui se trouvait là par hasard au moment où des coups de feu ont été tirés ou des coups de couteau donnés, elle est souvent fascinante et chargée d'émotions et figure parmi les moments les plus marquants d'un procès.

Au bout du compte, les jurés chargés d'examiner une affaire devront décider si le témoin a dit la vérité. Ils devront pour ce faire apprécier ses paroles et son attitude, ainsi que la façon dont il se comporte lors de l'interrogatoire contradictoire qui a pour but de contester sa déposition.

Il existe de nombreux moyens de preuve dans un procès, qu'il s'agisse de poursuites judiciaires intentées contre une personne accusée d'avoir commis un crime ou contre une entreprise accusée d'avoir causé des préjudices relevant du droit civil.

Il peut y avoir des pièces à conviction prélevées sur le lieu du crime, par exemple des empreintes digitales, des traces d'ADN ou encore des douilles de balles. Ou

bien il peut y avoir des documents qui peuvent servir de preuve tels que les archives d'un établissement financier, le courrier électronique et les décisions d'une entreprise, ainsi que les accords signés.

Si l'importance et la portée de ces moyens de preuve diffèrent d'une affaire à l'autre, les dépositions des témoins - qu'il s'agisse de témoins oculaires ayant assisté à un crime, des victimes mêmes du crime ou encore d'un inculpé - sont souvent ce qui influence le plus l'opinion des jurés.

Il existe différentes catégories de témoin. Dans les affaires pénales, les témoins sont le plus souvent des policiers et des témoins oculaires. D'autres témoins peuvent être appelés à comparaître pour rendre compte des conversations qu'ils ont eues avec l'accusé. Les avocats de la défense peuvent faire citer des témoins pour confirmer l'alibi de l'accusé. Ce dernier peut déposer en sa propre faveur en niant avoir participé à un crime.

### **RÉPÉTITION**

Dans la plupart des affaires pénales et civiles, lorsqu'un témoin prend la parole, sa déposition a déjà été analysée, étudiée en détail et répétée de nombreuses fois avec un avocat. La plupart des témoins sont préparés bien avant leur comparution devant un tribunal. Certains d'entre eux participent même à des procès fictifs organisés par des avocats, qui interrogent ensuite des « jurés » fictifs pour déterminer comment a été perçue la déposition de ces témoins.

Les témoins ont pour instruction de s'asseoir bien droit à la barre et de se pencher légèrement vers les jurés afin que le jury puisse voir leur visage et leur langage corporel pendant leur déposition. Cela est important, que le verdict soit rendu par un juge ou par un jury, mais l'est plus encore lorsque le verdict dépend de jurés, c'est-à-dire d'hommes et de femmes issus de tous les milieux.

Dans les affaires pénales, les témoins à charge sont préparés par le ministère public qui les informe des questions qui leur seront vraisemblablement posées afin qu'ils puissent y répondre de façon aussi précise et exacte que possible. Ces témoins sont généralement soumis à des contre-interrogatoires fictifs afin qu'ils ne perdent pas leurs moyens et qu'ils ne se trompent pas lors de leur déposition.

Dans les affaires civiles ainsi que, dans certaines juridictions, les affaires pénales, les témoins (à l'exception des accusés dans les affaires de droit pénal) peuvent être

interrogés sous serment avant le procès. Cette déposition peut servir à mettre en doute leur témoignage lors du procès s'il existe de trop grandes divergences.

Dans de nombreuses affaires, pénales aussi bien que civiles, les jurés et les juges fondent leur décision sur l'opinion qu'ils se font des témoins: ces derniers disent-ils la vérité, mentent-ils ou, comme c'est le plus souvent le cas, disent-ils du mieux qu'ils peuvent ce qu'ils croient avoir vu ou ce dont ils se souviennent?

Pendant des siècles, les dépositions des témoins oculaires ont été considérées comme l'une des preuves les plus fiables. Toutefois, de nombreuses études ont montré récemment que les souvenirs des témoins oculaires étaient dans certains cas très peu fiables.

En analysant de nombreux procès de la ville de New York, les participants au Projet Innocence ont montré que les erreurs d'identification faites par des témoins oculaires étaient la plus grande cause de condamnation d'innocents aux États-Unis. Plus des trois-quarts des condamnés innocentés par la suite grâce à des analyses de l'ADN avaient été reconnus coupables après avoir été identifiés par erreur par des témoins oculaires.

### **DANS LE RÔLE DU TÉMOIN**

J'ai été amené à témoigner en ma propre faveur après avoir été poursuivi en justice par un ancien procureur qui m'accusait de l'avoir diffamé dans un article que j'avais écrit en 1999 pour le quotidien *The Chicago Tribune*. Il a intenté une action en justice en 2000, et j'ai été appelé à comparaître à la barre des témoins au printemps 2005, soit plus de cinq ans après les faits.

On m'a demandé de prêter serment et de jurer de dire la vérité au jury chargé d'examiner l'affaire. J'ai comparu à la barre des témoins pendant près de trois jours, répondant aux questions de mon avocat et à celles du juriste qui m'avait accusé de l'avoir diffamé.

Je ne pouvais pas refuser de répondre aux questions qui m'étaient posées, sauf pour des raisons fondées sur la Constitution américaine, mais dans mon cas il n'existait aucune raison de ce genre. Quand on me posait une question, je prenais le temps de réfléchir à ma réponse, que je présentais ensuite en regardant les jurés. Je voulais qu'ils puissent me regarder dans les yeux et décider si je disais la vérité ou si je mentais.

Je savais quelle était la vérité mais j'avais quand même du mal à me concentrer face au jury et au juge. Lors d'un contre-interrogatoire, il est facile de perdre le

fil de ses pensées, de ne pas bien comprendre la question posée et même de fournir un témoignage inexact ou ne correspondant pas à la vérité.

Dans mon rôle de témoin, je devais me concentrer pour dire la vérité et pour répondre aux questions posées – aussi difficiles soient-elles - de façon aussi précise que possible.

Au bout du compte, j'espérais que les jurés allaient me croire. Et ils m'ont cru.

Lorsqu'ils ont rendu leur verdict en annonçant que je n'aurais pas à verser de dommages intérêts, j'ai pleuré. Cela m'a fait comprendre un peu mieux la situation des personnes qui se trouvent au banc des accusés et encourrent comme peine non pas de verser des réparations financières, mais d'être privés de leur liberté. ■

---

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

# Des différences existent entre États

Paula Hannaford-Agor

*Dans le régime fédéral américain, les lois des États fédérés et les lois de l'État fédéral s'appliquent à différentes catégories d'affaires pénales et de litiges de droit civil. Le mode de fonctionnement des jurys est légèrement différent selon qu'il s'agit de tribunaux d'État ou de tribunaux fédéraux et varie même d'un État à l'autre. Paula Hannaford-Agor est directrice du Centre d'étude des jurys qui relève du Centre national des tribunaux d'État.*

Les procès devant juge et jury sont l'une des caractéristiques de la justice américaine. Il y en a chaque année plus aux États-Unis que dans tout autre pays. Les États-Unis ont recours à cette forme de procès pour des affaires pénales de moindre importance (de simples délits), des affaires civiles et même, dans certains États, des cas de non-respect d'arrêtés municipaux, contrairement à d'autres pays qui réservent les procès devant juge et jury aux affaires pénales les plus graves.

Bien que les procès devant juge et jury soient relativement courants dans les tribunaux américains, la procédure suivie est loin d'être toujours la même. D'importantes différences existent à cet égard d'un État à l'autre, ainsi qu'entre les tribunaux des États et les tribunaux fédéraux.

L'une de ces différences a trait au nombre de jurés chargés d'examiner une affaire judiciaire. Par le passé, les jurys se composaient de 12 personnes, comme c'est encore le cas aujourd'hui pour la plupart des affaires pénales les plus graves. Toutefois, 16 États ont recours à des jurys de 6, 7 ou 8 personnes pour juger les affaires pénales de moindre gravité, et 17 États et les tribunaux fédéraux utilisent des jurys de plus petite taille pour les affaires de droit civil.

Des différences existent également d'un État à l'autre quant au degré de consensus exigé des jurés. Les verdicts obtenus sans unanimité sont autorisés dans 2 États pour les affaires pénales et dans 16 États pour les affaires civiles.

Les conditions à satisfaire pour faire partie d'un jury sont les mêmes dans la plupart des tribunaux : il faut être adulte (âgé d'au moins dix-huit ans), avoir la nationalité américaine et résider dans la circonscription du tribunal. Il existe cependant d'importantes différences en ce qui

concerne le droit des repris de justice à être juré. Dans certains États, une personne ayant été précédemment condamnée dans le cadre d'une affaire pénale ne pourra jamais faire partie d'un jury. Dans d'autres États, elle en aura le droit après un certain laps de temps (dix ou vingt ans, par exemple). Et d'autres États enfin n'imposent aucune restriction quant au casier judiciaire des jurés.

Du fait de la diversification croissante de la population des États-Unis dans les domaines démographique et linguistique, on envisage également de plus en plus d'autoriser des personnes qui ne parlent pas couramment anglais à être juré avec l'aide d'un interprète. Pour l'instant, seul l'État du Nouveau-Mexique a régulièrement recours à cette pratique.

Le système judiciaire américain se caractérise également par la coexistence des tribunaux d'État et des tribunaux fédéraux. Il n'existe que 94 tribunaux fédéraux de district dotés de 678 juges, contre plus de 3000 tribunaux d'État dotés de 16000 juges. Un grand nombre des fondateurs des États-Unis craignaient en effet d'instaurer un gouvernement national trop puissant et ont spécifiquement modifié la Constitution américaine de façon à préserver les États de toute immixtion éventuelle de l'État fédéral. En conséquence, la plupart des lois – qu'il s'agisse de lois écrites, de dispositions réglementaires et de la common law – sont les lois des États.

Les jurys des tribunaux fédéraux ne jugent que les affaires judiciaires relevant du droit fédéral. Il s'agit généralement de crimes ou de délits ayant des répercussions de portée nationale, comme la fabrication et la distribution de stupéfiants dans plusieurs États, l'extorsion de fonds ou les actes de terrorisme, ou bien d'infractions à la réglementation fédérale de droit civil, y compris le droit du travail, la discrimination en matière d'emploi ou les lois relatives à l'environnement, ainsi que de litiges de droit civil faisant intervenir des personnes résidant dans différents États. Dans la plupart des cas, les jurys fédéraux fonctionnent selon les mêmes règles que les jurys des États dans lesquels sont situés les tribunaux fédéraux. ■

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

## FILMS SÉLECTIONNÉS PAR L'ASSOCIATION DES JURISTES AMÉRICAINS



**Jugement à Nuremberg** (1961) – En 1948, le président d'un tribunal militaire, un juge américain incarné à l'écran par Spencer Tracy, doit décider du sort de quatre juges allemands accusés de crimes contre l'humanité pour avoir fait appliquer les lois du régime nazi. Tout comme les juges allemands ont abandonné leurs principes en cédant aux pressions politiques, le juge américain est soumis à des pressions politiques qui l'incitent à faire preuve d'indulgence car des condamnations pourraient être interprétées comme une victoire des communistes. Montgomery Clift (ci-contre) joue le rôle d'un ancien détenu d'un camp de concentration, simple d'esprit et appelé à témoigner.

© Bettmann/Corbis



**Procès de singe** (1960) – S'inspirant d'une affaire judiciaire célèbre ayant eu lieu en 1925 dans une zone rurale du Tennessee, ce film restitue, en s'éloignant parfois légèrement de la réalité, le procès sensationnel d'un jeune enseignant du secondaire poursuivi en justice pour avoir enseigné la théorie de l'évolution de Darwin. L'avocat de la défense (Spencer Tracy, à gauche) s'oppose ici au procureur (Frederic March).

© John Springer Collection/Corbis

# Le rôle du journaliste

Ted Gest



© Art Lien / NBC News

*La couverture des débats des procès par les journalistes donne au public une assurance supplémentaire du bon fonctionnement de la justice. Ted Gest est président de l'association de chroniqueurs judiciaires Criminal Justice Journalists, dont le siège est à Washington et qui a des rapports avec l'université de Pennsylvanie et le John Jay College of Criminal Justice de New York. Il a notamment été chroniqueur judiciaire pour le quotidien St Louis Post-Dispatch de St Louis (Missouri) et a rédigé des articles sur la justice pénale pour le magazine US News & World Report.*

**A**ux États-Unis, la plupart des affaires pénales sont jugées sans l'intervention d'un jury, mais celles qui sont jugées par un jury peuvent se révéler fascinantes, et leurs résultats imprévisibles. La tradition américaine veut que le public ait le droit d'assister aux

procès. Cette pratique permet de vérifier que l'autorité publique n'inculpe pas sans preuves suffisantes les personnes suspectées d'avoir commis une infraction et qu'elle n'accuse pas des innocents.

Les journalistes sont les yeux et les oreilles du public lors des procès. Même lorsque les audiences sont télévisées, les médias fournissent des informations utiles sur les circonstances de l'affaire, la stratégie des deux parties, les témoins éventuels et les autres éléments de preuve.

Dans les cas les plus médiatisés, le rôle du journaliste commence bien avant la sélection du jury. De nombreux articles et reportages sont diffusés par la presse écrite et audiovisuelle. Les jurés doivent d'ailleurs indiquer s'ils en ont eu connaissance. Les juges qui anticipent une importante couverture médiatique avant le procès peuvent demander aux journalistes de ne pas diffuser d'informations susceptibles d'affecter la neutralité du jury.

La suite donnée par les journalistes à ces demandes dépend ce qu'ils pensent de l'affaire en question. Certains procès suscitent un tel intérêt que les médias ne peuvent pas renoncer à couvrir l'évolution de l'affaire. Dans d'autres cas, les journalistes se mettent d'accord pour attendre la sélection du jury pour publier leurs articles.

Les chroniqueurs judiciaires ne s'intéressent à la sélection du jury que dans les cas les plus exceptionnels. Les observateurs cherchent parfois des indices permettant de deviner combien de jurés sont opposés à la peine de mort, lorsque le ministère public demande un tel châtement.

Après la formation du jury, les journalistes traitent en général les procès comme tout autre sujet, en décidant ce qu'il convient de relater dans leur article du jour. Il est rare qu'il soit fait mention des jurés pendant le procès. Dans certains États, les jurés peuvent poser des questions pendant les débats. Les journalistes en prendront note afin d'essayer de deviner le sentiment des jurés.

Les journalistes peuvent influencer les jurés d'une manière inattendue. Chroniqueur judiciaire de l'Oregonian, un quotidien de Portland (Oregon), John Painter s'était rendu compte que les jurés l'observaient du coin de l'œil quand il prenait des notes. Il en avait conclu que les jurés pensaient qu'il savait ce qui était important et qu'ils étaient susceptibles d'accorder un plus grand poids aux témoignages dont il prenait note. Il décida donc de ne plus s'asseoir là où les jurés pouvaient l'observer, afin de ne pas influencer leur décision.

### LES OPINIONS DES JURÉS

Le point culminant du procès a lieu lorsque les jurés annoncent leur verdict, mais cette décision permet rarement de connaître les désaccords qui se font jour lors des délibérations à huis clos. Certains juges, conscients de la soif d'information des médias, organisent des réunions de presse pour permettre aux jurés de parler aux journalistes après le procès. Ces derniers peuvent ainsi poser des questions sans avoir à déranger les jurés chez eux ou au travail, ce que certains jurés considèrent comme une forme de harcèlement.

Certains tribunaux cherchent au contraire à éviter les contacts entre les journalistes et les jurés. Ces derniers sont, identifiés seulement par un numéro. Chroniqueuse judiciaire du Roanoke Times de Virginie, Shawna Morrison confirme que les juges de sa région interdisent de révéler les noms des jurés ou de les photographier. À la

fin du procès, les jurés sont raccompagnés à leur voiture, et personne n'est autorisé à quitter la salle d'audience tant que les jurés ne sont pas partis.

Les juges indiquent en général aux jurés qu'ils ne sont pas obligés d'expliquer ce qui s'est passé lors du procès à qui que ce soit, mais qu'ils ont le droit d'en parler s'ils le souhaitent. Les journalistes arrivent souvent à interviewer les jurés sur leurs impressions d'une affaire et à obtenir une explication du verdict.

### JOURNALISTE ET JURÉ

Il peut arriver qu'un journaliste fasse partie d'un jury et qu'il raconte son expérience. Denis Collins, qui a travaillé pour le quotidien The Washington Post, a fait partie du jury qui a condamné Lewis « Scooter » Libby, ancien conseiller du vice-président Dick Cheney, pour faux témoignage et obstruction à la justice. Les jurés en ont d'ailleurs fait leur porte-parole. Il a indiqué aux journalistes que la plupart des jurés avaient une certaine sympathie pour Lewis Libby ou pensaient qu'il était le bouc émissaire de cette affaire compliquée connexe à une divulgation de secrets d'État.

Le fait que Lewis Libby a pu être jugé par un jury et que les journalistes ont pu assister au procès montre bien que le public peut savoir ce qui se passe dans les tribunaux américains, même dans les affaires touchant à la sûreté de l'État.

Certains jurés collaborent avec des journalistes pour relater leur expérience. C'est ainsi que sept jurés du procès à sensation de Scott Peterson ont collaboré pour rédiger un livre (Scott Peterson avait été condamné en Californie en 2004 pour avoir assassiné son épouse Laci alors qu'elle était enceinte). L'une des révélations de ce récit est que certains jurés « souffrent désormais d'angoisses post-traumatiques ou revivent les événements (...) Certains font des cauchemars et d'autres ont reçu des menaces de mort. D'autres enfin souffrent de douleurs physiques. »

Le métier de chroniqueur judiciaire n'est pas considéré comme incompatible avec les fonctions de juré. Convoqué en tant que juré à Washington, j'ai indiqué au juge, au procureur et à l'avocat de la défense que j'avais rédigé un ouvrage sur la justice pénale, ce qui risquait d'influencer mon jugement. Cela ne m'a pas empêché de faire partie du jury. ■

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

# La série télévisée *New York Police judiciaire* est le miroir de la vie

Entretien avec Richard Sweren



© NBC Universal Photo Bank

De gauche à droite sur cette photo tirée d'un épisode diffusé en 2008 sous le titre «Challenged», on reconnaîtra Anthony Anderson, qui interprète le détective Kevin Bernard ; S. Epatha Merkerson, dans le rôle du lieutenant Anita Van Buren ; et Jeremy Sisto, le détective Cyrus Lupo à l'écran.

*La série télévisée New York Police judiciaire, dont le titre original en anglais est Law and Order, séduit les téléspectateurs américains depuis dix-neuf ans en leur montrant comment fonctionne l'appareil judiciaire américain, dans toute sa complexité. Filmé entièrement à New York en extérieur, chaque épisode, d'une durée de quarante-cinq minutes, examine un crime, en général un meurtre, d'abord du point de vue de la police qui enquête sur l'affaire et qui procède à une arrestation, puis du point de vue du ministère public qui tente d'obtenir la négociation de l'aveu ou de persuader un jury de la culpabilité de l'accusé. Les épisodes montrent à quel point il est laborieux de constituer un dossier ; un juge, par exemple, peut interdire l'inclusion de telle ou telle pièce à conviction pour une question de forme. Richard Sweren avait à son actif quinze ans d'expérience*

*en tant qu'avocat d'assises avant de devenir scénariste et producteur de la série New York Police judiciaire. Il s'est entretenu avec le chef de l'équipe de rédaction du présent numéro de la revue électronique, Bruce Odessey.*

**Question :** Les scènes de procès font partie des moments classiques du cinéma et de la télévision. Un cinéaste russe vient de proposer un remake de Douze hommes en colère, célèbre film américain des années 1950 sur les délibérations d'un jury dans un procès pour meurtre. Pourquoi tant de films, au petit écran comme au grand, sont-ils consacrés à des procès ?

**M. Sweren :** C'est un cadre naturel pour dépeindre des situations dramatiques, conflictuelles. C'est la vie d'être

humains qui est en jeu. Cela se prête à la mise en scène d'histoires dramatiques.

**Q:** Cela fait dix-neuf ans que la série New York Police judiciaire passe à la télé aux États-Unis. Elle est très prisée à l'étranger aussi, y compris dans des pays où les jugements par jury n'existent pas et peut-être même dans les pays qui ne connaissent pas l'État de droit. Quel est le secret de la popularité de ce feuilleton ?

**M. Sweren :** Il plaît parce qu'il raconte une histoire complète en l'espace de quarante-cinq minutes. Il n'y a pas besoin d'avoir vu l'épisode précédent ni de suivre ce feuilleton pendant un an ou cinq – on est tout de suite dans le bain. On n'a pas besoin de savoir ce qui s'est passé avant quand on allume la télé pour regarder un épisode.

On essaie de choisir des crimes intéressants, et le public est fasciné par la criminalité, par les histoires de flics et de voyous. La criminalité est quelque chose qui passe dans n'importe quelle langue.

**Q:** En tant que scénariste, comment arrivez-vous à créer un sentiment d'authenticité judiciaire à l'écran ?

**M. Sweren :** J'ai été avocat d'assises pendant quinze ans avant d'occuper mes fonctions actuelles. Plusieurs avocats

sont scénaristes, comme moi, et nous espérons que les situations que nous présentons sont assez réalistes. Bien évidemment, il nous arrive de prendre des raccourcis artistiques pour faire croire qu'un procès se règle en une dizaine de minutes. Par exemple, il nous arrive de faire venir devant le juge, dans son cabinet, une personne accusée de meurtre, alors qu'en réalité cela n'aurait lieu que dans une salle d'audience.

**Q:** Est-ce que vous pensez que cette licence artistique risque de fausser l'image que se font les gens du système judiciaire ?

**M. Sweren :** Non, je ne le pense pas. Je crois au contraire que cette série instruit les téléspectateurs sur le fonctionnement de la justice pénale. Les gens me parlent des audiences de recevabilité, au cours desquelles le juge peut exclure des pièces à conviction qui ont été recueillies de manière contraire à la Constitution américaine. Ils en ont entendu parler pour la première fois dans un épisode. À mon avis, cette série traite la justice pénale avec beaucoup plus de subtilité que ne le font les autres feuilletons que je connais.

**Q:** Quand on regarde ces feuilletons régulièrement, on finit par se dire que les questions éthiques, les questions morales qui interviennent dans le règlement d'une affaire

sont normalement complexes et qu'elles impliquent des choix difficiles. Dans quelle mesure est-ce que cette idée fait partie de la formule du feuilleton ?

**M. Sweren :** Dans les bons épisodes, on voudrait pouvoir dire que la première moitié est un mystère policier, tandis que la seconde est un mystère moral. La première partie d'un feuilleton porte sur la recherche du coupable, la deuxième sur son mobile, ce qui veut dire que le ministère public est amené à envisager sous divers angles en quoi consiste la justice dans une



© NBC Universal Photo Bank

Sur cette photo tirée d'un épisode diffusé en 2005 sous le titre « Ghosts », on peut voir de gauche à droite Dennis Farina dans le rôle du détective Joe Fontana et Jesse Martin dans celui du détective Ed Green.



Sur cette photo tirée d'un épisode diffusé en 1994 sous le titre «Virtue», Regina Taylor interprète le rôle de Sarah Maslin.

© NBC Universal Photo Bank

situation donnée. On aime choisir des sujets qui ne sont pas des caricatures, des sujets dont la personnalité a des aspects ambigus pour qu'ils puissent prendre des positions intéressantes.

**Q:** On a parfois l'impression que la justice ne triomphe pas à la fin d'un épisode. Les feuilletons se terminent souvent par une formule

de compromis. Parfois même, le criminel n'est pas puni. Pourquoi cette série échappe-t-elle à la tradition de la culture populaire?

**M. Sweren:** Dans la vie, il y a des innocents qui sont condamnés, des coupables qui ne le sont pas, et la grande majorité des affaires sont réglées dans le cadre de la négociation des aveux. On ne cherche pas à conclure chaque épisode en créant chez le téléspectateur un sentiment de bien-être ou de satisfaction – la justice ne l'emporte pas toujours, le méchant n'est pas systématiquement puni – mais on veut refléter la réalité de la vie. Dans l'épisode *Crimebusters*, l'auteur d'un incendie criminel au cours duquel un bébé trouve la mort échappe à la justice parce que le ministère public ne peut pas prouver qui, de deux suspects aussi plausibles l'un que l'autre, est le meurtrier.

**Q:** Étant avocat, avez-vous le sentiment que les jurys rendent un verdict qui fait triompher la justice la plupart du temps?

**M. Sweren:** Vous voulez dire plus de la moitié du temps? Oui.

**Q:** Pourquoi les jurys ne parviennent-ils pas à une conclusion juste plus souvent que ça?

**M. Sweren:** Je crois que les parties jouent la surenchère. Je crois qu'il y a des gens qui font des faux serments, que des gens disent des mensonges au tribunal. Les règles ne sont pas parfaites, les juges et les avocats ne sont pas parfaits, et les jurys ne sont pas parfaits non plus. Il ne s'agit pas d'un processus scientifique. C'est ce qu'on peut faire de mieux, c'est tout. Le système comporte des défauts.

**Q:** La police et les procureurs sont généralement présentés sous un jour positif dans cette série télévisée. Sont-ils parfois présentés sous un angle négatif?

**M. Sweren:** Nos personnages agissent parfois d'une manière un peu douteuse. Nous avons créé des épisodes dans lesquels d'autres policiers, pas nos personnages attirés, ont mal agi. Nous avons traîné des policiers en justice. Il ne s'agit pas de faire toujours l'éloge de la police. Dans l'épisode intitulé *Visite guidée à Harlem*, des policiers en uniforme amènent et abandonnent un jeune homme dans un quartier mal famé pour le punir d'avoir commis une infraction mineure, et là il se fait assassiner.

**Q:** Quand vous écrivez le scénario d'un épisode, quel public avez-vous à l'esprit et quel niveau de connaissances juridiques attendez-vous de lui?

**M. Sweren:** Le public que nous avons à l'esprit, c'est le téléspectateur américain moyen. Nous essayons de ne pas trop simplifier les épisodes pour ne pas les abêtir. Nous partons du principe que les gens seront capables de suivre des informations de base sur la justice pénale et les procès. Nous nous plaisons à croire que nous attirons un public relativement instruit, compte tenu de ce qu'il y a d'autre à voir à la télé.

**Q:** Que disent les autres avocats, la police et les juges au sujet de ce feuilleton?

**M. Sweren:** On reçoit du courrier constamment: telle ou telle chose ne se produirait jamais, nous dit-on. De temps en temps, un avocat nous écrit pour nous dire: «Formidable, quelle bonne idée! Je peux essayer cette stratégie dans une de mes affaires.» Mais c'est probablement la même chose pour toutes les professions. Si un médecin regarde une émission médicale à la télé, il lui est facile de remarquer où on a pris des raccourcis, où on a fait preuve de licence artistique. Je crois que les gens du métier, dans le système de justice pénale, se rendent

compte qu'on se donne beaucoup de mal pour conférer une certaine authenticité, mais il y a des moments où on cède à la licence artistique. Et ils comprennent qu'un feuilleton n'est pas un documentaire, c'est une histoire racontée à la télé.

**Q:** Le point central du feuilleton a-t-il changé au fil des ans?

**M. Sweren :** Pas vraiment. Il s'agit toujours en grande partie de crimes qui défraient la chronique, d'épisodes qui se fondent dans une certaine mesure sur des histoires vraies. Voilà ce qu'on fait depuis dix-neuf ans.

**Q:** La distribution a entièrement changé plusieurs fois. C'est très différent de la plupart des émissions télévisées, qui sont construites autour d'un personnage-vedette. Comment expliquez-vous le succès de New York Police judiciaire, qui rompt avec ce modèle?

**M. Sweren :** Ce qui compte dans le feuilleton, plus que les personnages, c'est l'histoire qu'on raconte. C'est le récit du crime et des poursuites judiciaires. On ne suit pas les personnages dans leur vie au quotidien ; on ne sait pas ce qu'ils font quand ils ne sont pas au travail. La seule façon dont on arrive à les connaître, c'est à travers l'affaire sur laquelle ils travaillent cette semaine-là, et les personnages sont développés à partir des réactions que leur inspire cette affaire.

**Q:** Cette saison, vous avez deux détectives relativement jeunes, alors que dans les épisodes des saisons précédentes les détectives étaient plus âgés. Qu'est-ce qui a motivé ce changement?

**M. Sweren :** Sur une période de dix-neuf ans, les personnages vont forcément vieillir. C'est toujours bien de montrer de nouveaux visages et d'attirer un public plus jeune, qui pourrait ne pas connaître la série aussi bien que nos admirateurs de longue date.

**Q:** La formule répétitive des épisodes est-elle une force ou une faiblesse?

**M. Sweren :** Les deux. Évidemment, en tant que scénariste, j'aimerais pouvoir écrire des textes qui ne correspondent pas à une formule toute faite, mais cela oblige à faire preuve d'une précision qui est très difficile à exécuter. Produire ces épisodes est en fait une tâche très compliquée ; c'est une technique qu'il faut maîtriser.

**Q:** Vous qui avez exercé le métier d'avocat et qui écrivez le scénario d'épisodes de ce feuilleton, quel message avez-vous pour les pays qui, contrairement aux États-Unis, n'ont pas recours à des jurys et qui ne connaissent peut-être pas non plus l'État de droit?

**M. Sweren :** Chez nous, la police et les procureurs sont sincères dans leur quête de justice. Ils sont humains, et ils commettent des erreurs, et leur bagage personnel peut compliquer l'équation. Le système n'est pas parfait. Il y en a peut-être d'autres qui fonctionnent mieux dans d'autres pays, mais je crois que le nôtre produit de bons résultats dans notre pays. ■

---

*Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

# Bibliographie et sites Internet (en anglais)

## Livres et articles

**Abramson, Jeffrey.** *We, the Jury: The Jury System and the Ideal of Democracy*. New York, NY: Basic Books, 1994.

**Aitken, Robert.** *Law Makers, Law Breakers and Uncommon Trials*. Chicago, IL: American Bar Association, 2008.

**Asimow, Michael.** "12 Angry Men: A Revisionist View." *Chicago Kent Law Review*, vol. 82, no. 2 (2007): pp. 711-726.  
[http://lawreview.kentlaw.edu/articles/82-2/Asimow%20Author%20Approved%20Edits\(H\)\(P\).pdf](http://lawreview.kentlaw.edu/articles/82-2/Asimow%20Author%20Approved%20Edits(H)(P).pdf)

**Burnett, D. Graham.** *A Trial by Jury*. New York, NY: Knopf, 2001.

**Burns, Robert.** *The Death of the American Trial*. Chicago, IL: University of Chicago Press, 2009.

***Digital Evidence in the Courtroom: A Guide for Law Enforcement and Prosecutors.*** Washington, DC: National Institute of Justice, 2007.  
<http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/211314.pdf>

**Ferguson, Robert A.** *The Trial in American Life*. Chicago, IL: University of Chicago Press, 2007.

**Hans, Valerie P.** *Business on Trial: The Civil Jury and Corporate Responsibility*. New Haven, CT: Yale University Press, 2000.

**Mize, Gregory E., and Paula Hannaford-Agor.** "Building a Better Voir Dire Process." *The Judges' Journal*, vol. 47, no. 1 (Winter 2008).  
[http://www.ncsconline.org/d\\_research/cjs/BuildgBetterVoirDire\\_000.pdf](http://www.ncsconline.org/d_research/cjs/BuildgBetterVoirDire_000.pdf)

**Ostrom, Brian J.** *The Mosaic of Institutional Culture and Performance: Trial Courts as Organizations*. Washington, DC: National Institute of Justice, 2005.  
<http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/grants/212083.pdf>

**Read, D. Shane.** *Winning at Trial*. Louisville, CO: National Institute for Trial Advocacy, 2007.

**Sandler, Paul Mark.** *Anatomy of a Trial: A Primer for Young Lawyers*. Baltimore, MD: MICPEL, 2008.

**Shdaimah, Corey S.** *Negotiating Justice: Progressive Lawyering, Low-Income Clients, and the Quest for Social Change*. New York, NY: New York University Press, 2009.

**Shelton, Donald E.** "CSI Effect: Does It Really Exist?" *NIJ Journal*, issue 259 (March 2008): pp. 1-6.  
<http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/221501.pdf>

**Strebeigh, Fred.** *Equal: Women Reshape American Law*. New York, NY: W.W. Norton & Co., 2009.

**Sundby, Scott E.** *A Life and Death Decision: A Jury Weighs the Death Penalty*. New York, NY: Palgrave MacMillan, 2005.

**Verrone, Patric M.** "The 12 Best Trial Movies." *ABA Journal* (November 1989).  
<http://www.supremecourt.ne.gov/students-teachers/movies.shtml>

**Vidmar, Neil, and Valerie P. Hans.** *American Juries: The Verdict*. Amherst, NY: Prometheus Books, 2007.

## LA FONCTION DE JURÉ AUX ÉTATS-UNIS

Proportion des accusés reconnus coupables par un jury lors d'un procès pénal: 71 %

Proportion des affaires pénales qui se terminent par un accord de plaider-coupable au lieu d'un verdict rendu par un jury: 69 %

Proportion des affaires pénales qui sont classées avant la délibération du jury lors d'un procès: 10 %

Source: *Are Hung Juries a Problem?* (septembre 2002), Centre national des tribunaux d'État.

### Sites Internet

#### **American Association for Justice**

International coalition of legal professionals working to ensure that victims of negligence can obtain courtroom justice.

<http://www.justice.org>

#### **American Bar Association**

The national organization representing the legal profession.

[www.abanet.org](http://www.abanet.org)

#### **American Judicature Society**

Nonpartisan organization of judges and attorneys seeking to improve the justice system.

<http://www.ajs.org>

#### **American Tort Reform Association**

National organization dedicated to reforming the civil justice system.

[www.atra.org](http://www.atra.org)

#### **Brennan Center for Justice**

Public policy and law institute focusing on fundamental issues of democracy and justice.

[www.brennancenter.org](http://www.brennancenter.org)

#### **Center for Jury Studies**

Features research papers on topics related to juries and jury trials. Topics include hung juries, juror stress, and jury trial innovations. From the National Center for State Courts (NCSC).

<http://www.ncsconline.org/Juries/>

#### **Famous Trials**

Accounts, maps, photos, transcript excerpts, and other materials about trials of the past.

<http://www.law.umkc.edu/faculty/projects/ftrials/ftrials.htm>

#### **Justice at Stake Campaign**

Works for reforms to ensure that politics and special interests do not influence the courtroom.

[www.justiceatstake.org](http://www.justiceatstake.org)

#### **National Center for State Courts**

Seeks to improve the administration of justice through leadership and service to state courts.

[www.ncsconline.org](http://www.ncsconline.org)

#### **The Plea**

Accompanies a PBS *Frontline* television documentary on plea bargaining in criminal court cases.

<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/plea/>

#### **Real Justice**

Accompanies a PBS *Frontline* television documentary on the experiences of real prosecutors and defense attorneys.

<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/bostonda/>

### **U.S. Courts Library**

A clearinghouse for information from and about the judicial branch of the U.S. government.

<http://www.uscourts.gov/library.html>

### **Pour les étudiants**

#### **Anatomy of a Murder: A Trip Through Our Nation's Legal Justice System**

Lessons about the U.S. justice system by following a murder case from the discovery of the body through the trial of the accused, including topics such as search and seizure, right to an attorney, self-incrimination, and the death penalty.

<http://library.thinkquest.org/2760/>

#### **The Case of Stolen Identity**

A graphic novel from the National Center for State Courts to help readers understand how courts preserve a democratic system.

[http://www.ncsconline.org/D\\_Comm/Images/justice\\_case\\_files\\_02\\_preview.pdf](http://www.ncsconline.org/D_Comm/Images/justice_case_files_02_preview.pdf)

### **Inside the Courtroom: United States Attorneys Kids Page**

An introduction to the workings of U.S. courtrooms, including a description of federal prosecutors and U.S. attorneys, an illustrated guide to a courtroom and its participants, and a glossary.

<http://www.usdoj.gov/usao/eousa/kidspage/>

#### **Our Courts: 21st-Century Civics**

Civic games, lesson plans, resource links, civics-in-action projects, and more. Sponsored by retired U.S. Supreme Court Justice Sandra Day O'Connor, Georgetown University, and Arizona State University.

<http://ourcourts.org/>

#### **Washington Courts: Educational Resources**

Online educational resources from the Washington State courts, including lesson plans and video lessons for grades K-12. Also provides guides to the court system, court terminology, and jury duty, and resources on judicial education and mock trials.

<http://www.courts.wa.gov/education/>

---

*Le département d'État des États-Unis décline toute responsabilité quant au contenu ou à la disponibilité de la documentation indiquée ci-dessus. Tous les sites Internet cités étaient en service en juillet 2009.*

**maintenant sur Facebook**



# ENGAGING THE WORLD



UNE REVUE MENSUELLE  
DANS DIFFÉRENTES LANGUES

<http://america.gov/publications/ejournalusa.html>

Revue électronique du département d'État des États-Unis